

TRÈS BONS RÉSULTATS EN 2023

2023	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	25 180 m€ +12,0% 12M/12M	24 563 m€ +9,5% 12M/12M	36 492 m€ +4,8% 12M/12M	35 641 m€ +3,8% 12M/12M
Charges hors FRU	- 13 632 m€ +8,1% 12M/12M	- 13 618 m€ +8,9% 12M/12M	- 21 464 m€ +5,7% 12M/12M	- 21 450 m€ +6,6% 12M/12M
Résultat Brut d'Exploitation	11 039 m€ +19,6% 12M/12M	10 436 m€ +12,5% 12M/12M	14 408 m€ +5,2% 12M/12M	13 572 m€ +1,3% 12M/12M
Coût du risque	- 1 777 m€ +1,8% 12M/12M	- 1 693 m€ +9,2% 12M/12M	- 2 941 m€ +1,7% 12M/12M	- 2 856 m€ +5,9% 12M/12M
RNPG	6 348 m€ +19,6% 12M/12M	5 923 m€ +11,0% 12M/12M	8 258 m€ +3,3% 12M/12M	7 647 m€ -1,5% 12M/12M
Coex (hors FRU)	54,1% -1,9 pp 12M/12M	55,4% -0,3 pp 12M/12M	58,8% +0,5 pp 12M/12M	60,2 % +1,5 pp 12M/12M

Les variations 2023/2022 sont en pro-forma IFRS17

RNPG AU PLUS HAUT NIVEAU ET EN FORTE CROISSANCE

- Une performance tirée par la forte croissance des revenus dans tous les pôles métiers, s'appuyant sur l'ensemble des projets de développement
- Tous les indicateurs financiers en ligne, ou en avance par rapport à la trajectoire PMT Ambitions 2025
 - o **COEX à 55,4%** (sous-jacent hors FRU) inférieur au plafond PMT de 58%
 - o **ROTE à 12,6%** (sous-jacent) supérieur à la cible PMT de 12%
 - o **CET1 CASA phasé à 11,8%** supérieur à la cible PMT de 11%
 - o **CET1 GCA phasé à 17,5%** (820pb>SREP)

DIVIDENDE 2023 REFLÉTANT CETTE TRÈS BONNE PERFORMANCE

- **Porté à 1,05€/action** (+24% vs. dividende 2022 hors rattrapage 2019)
- **Triplé en 9 ans**

T4-23 MARQUÉ PAR LA SINISTRALITÉ CLIMATIQUE APRÈS UN T4-22 PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉ

- **Revenus stables T4/T4**, en hausse de +9,1% hors Assurances, impacté ce trimestre par la forte sinistralité climatique et un effet de base IFRS17
- **Charges récurrentes en évolution maîtrisée** de +3,7% T4/T4
- **Coût du risque dans la tendance des trimestres précédents**

STRATÉGIE CLIMAT RENFORCÉE ET ACCÉLÉRÉE, PRÉSENTÉE LORS DU WORKSHOP CLIMAT

- Amplification des engagements en faveur de la transition vers les énergies bas-carbone
- Extension des ambitions en matière de décarbonation de nos portefeuilles (Net Zero)
- Amélioration de la notation CDP de B à A-, signe de nos avancées en matière de stratégie climat

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Le Groupe Crédit Agricole présente de très bons résultats en 2023, dont les trois quarts sont conservés et réinvestis dans l'économie, en faveur des grandes transitions sociétales. »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Les très bons résultats du Groupe CA en 2023 (8,3 Mds€), ainsi que ceux du quatrième trimestre (1,7 Md€) pourtant naturellement impactés par une forte sinistralité climatique, démontrent une nouvelle fois l'utilité et la solidité de notre modèle. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 59,7% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés dans les annexes de ce communiqué. Tous les chiffres 2022 sont présentés en pro forma IFRS17.

Groupe Crédit Agricole

Déploiement du plan stratégique

Le modèle de développement de banque universelle permet d'assurer une dynamique de croissance des revenus régulière et élevée

Crédit Agricole S.A. s'appuie sur un modèle offrant un potentiel de croissance organique sans cesse renouvelé. Ce modèle s'appuie sur trois axes : la conquête client, l'équipement des clients et le développement des offres. A ce titre la conquête client brute s'élève à 1,9 million de nouveaux clients en 2023, augmentant le fonds de commerce de 191 000 clients sur l'année. L'équipement des clients croît naturellement, sur les différentes offres. Ainsi, la part de marché crédits aux ménages s'établit structurellement à 30%¹ et permet de tirer les parts de marché sur les autres offres qui sont aujourd'hui à 30% en gestion d'actifs², 28% en paiements³, 22% en prévoyance individuelle⁴, 19% en assurance emprunteur⁴, 15% en assurance vie⁴, 7% en assurance dommage et 4% en services immobilier. Enfin, en lien avec le modèle de banque universelle, les offres clients s'étoffent régulièrement : les métiers CA Transitions et Energies (CAT&E) et CA Santé et Territoires (CAST) ont ainsi été récemment déployés pour d'une part industrialiser le financement de projets d'énergie renouvelable ainsi que la production et fourniture d'électricité, et d'autre part offrir des solutions améliorant l'accessibilité aux soins et l'accompagnement du vieillissement.

Ce modèle est complété d'un flux régulier d'acquisitions et de partenariats, via la consolidation des métiers de Crédit Agricole S.A. sur leurs marchés pour construire la banque universelle. En 2023, le développement externe de Crédit Agricole S.A. s'est fait selon six axes de développement. Tout d'abord, la Banque privée et les Services financiers aux institutionnels ont changé d'échelle via, d'une part, l'opération en cours avec Degroof Petercam⁵ et, d'autre part, l'acquisition en août 2023 des activités européennes de RBC Investor Services. Ensuite, les Services financiers spécialisés ont développé une offre complète dédiée à la mobilité via la *joint-venture* Leasys créée avec Stellantis pour devenir leader européen de la location longue durée, la reprise à 100% de CA Auto Bank afin de développer des partenariats avec des constructeurs de plus petite taille ainsi qu'avec des distributeurs indépendants, l'acquisition de six filiales européennes de ALD et LeasePlan et enfin la création de CA Mobility Services pour créer 20 offres de service d'ici 2026, via notamment : la prise de participation minoritaire dans WATEA⁶, la création d'une co-entreprise avec Opteven⁷ et la prise de participation dans le capital d'HiFlow. Par ailleurs, l'année a été marquée par le franchissement du cap de 1 million de véhicules financés en Europe depuis le début 2023, ce qui confirme la dynamique de Crédit Agricole Consumer Finance sur le marché de la mobilité. En parallèle, les Assurances ont étendu leur réseau de distribution via de nouveaux partenariats commerciaux : accord de distribution non-vie et emprunteurs en Italie entre Crédit Agricole Assurances et Banco BPM⁸, partenariat Pacifica et Renault (Mobilize Financial Services) pour l'assurance automobile. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. structure les services dans l'immobilier, via l'acquisition des activités de Property management de Casino, et accélère la digitalisation et l'innovation grâce à sa prise de participation dans Worklife⁹ et, pour les services de paiement, son partenariat avec Wordline¹⁰. A cet égard, Crédit Agricole S.A a annoncé l'acquisition d'une participation minoritaire de 7 % au capital de Worldline le 22 janvier 2024. Enfin, au titre de l'accompagnement des transitions dans les nouveaux métiers CA T&E et CAST, Crédit Agricole

¹ Parts de marché crédits aux ménages et assimilés LCL et CR à fin sept. 23- étude Banque de France

² Parts de marché sur les OPCVM en France à fin décembre 2023 sur tous segments de clients

³ Restitution Banque de France dans les rapports OSMP 2023 (données 2022)

⁴ Données internes

⁵ Signature d'un accord en vue d'une prise de participation majoritaire

⁶ Outil de gestion de flotte digital sur abonnement mensuel

⁷ Extension de garanties

⁸ En sus de l'acquisition d'une prise de participation de 9,9% du capital de Banco BPM en 2022

⁹ Outil de gestion des avantages salariés

¹⁰ Création d'une joint-venture pour développer des offres commerciales innovantes.

S.A. a pris une participation minoritaire dans R3 (conseil en transition énergétique) pour 40%, dans Selfee (production et fourniture d'énergie) pour 43%, et Crédit Agricole Assurances a pris une participation majoritaire dans Omedys pour 93% et Medicalib pour 86% (cf plus bas).

Ces deux piliers du modèle de développement de banque universelle de Crédit Agricole S.A. permet d'assurer une dynamique de croissance des revenus régulière et élevée. De 2017 à 2023, les revenus ont cru chaque année quel que soit l'environnement.

Avancées du Projet Client

Le déploiement du projet Client s'est matérialisé par l'établissement de feuilles de route pour les deux nouveaux métiers CA Transitions et Energies, CA Santé et Territoires.

D'une part, CA Transitions & Energies se structure autour de deux activités : d'une part le conseil en transitions auprès des particuliers (via J'écorénove mon logement), des entreprises et collectivités publiques (via R3), et d'autre part la production et la fourniture d'électricité renouvelable en circuit court, en coopération avec les acteurs des territoires, avec à l'appui une offre d'investissement et une offre de financement. A cet égard les objectifs sont les suivants : structurer et distribuer près de 19 milliards d'euros de financement de projets d'énergies renouvelables en cumulé d'ici 2030, produire 2 GW de capacité installée d'ici 2028 à partir d'actifs détenus par le Crédit Agricole, et fournir 500 GWH d'ici 2026, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 196 000 habitants¹¹. D'autre part, CA Santé et Territoires s'organise en deux leviers industriels au service du Groupe : l'accès à la santé et le « bien vieillir ». Au titre de l'accès à la santé, Crédit Agricole S.A. souhaite répondre aux besoins de santé primaire sur l'ensemble du territoire français à tout moment. Des acquisitions ciblées (Omedis, solution de téléconsultation assistée, et Medicalib, solution de mise en relation entre patients et paramédicaux pour des soins à domicile) ont été menées à cet effet pour structurer l'offre client. Au titre du « bien vieillir », Crédit Agricole S.A souhaite anticiper et accompagner l'adaptation de la société au vieillissement avec des solutions de services et d'hébergement.

Par ailleurs, les avancées du projet client se sont matérialisées via une progression de la satisfaction client et une plus grande digitalisation. En effet, l'Indice de Recommandation Client des Caisses régionales est en progression sur les professionnels, les entreprises et les patrimoniaux. Le Crédit Agricole est devenu la Banque préférée des entrepreneurs français¹², LCL a été élu Service Client¹³ et CA Italia a été classée numéro 1 en matière d'Indice de recommandation client¹⁴. En parallèle, la part des clients digitaux au sein des Caisses régionales est forte (76,9%¹⁵) et en augmentation (+8,7 points de pourcentage depuis trois ans). LCL a déployé un parcours digital pour les souscriptions Assurances et 12% de ses ventes se fait en « selfcare ». Enfin, le nouveau lancement commercial de BforBank a eu lieu en septembre 2023. L'augmentation de la satisfaction client et de la digitalisation s'est traduite dans les chiffres de conquête, ainsi depuis le début de Plan Moyen terme la conquête nette s'établit à 573 000 nouveaux clients pour un objectif de 1 million de clients sur toute la durée du Plan.

Stratégie climat

De nouveaux engagements forts dans la continuité des engagements existants ont été annoncés lors du workshop climat qui s'est tenu le 14 décembre 2023.

D'une part, le Groupe Crédit Agricole a annoncé concentrer et renforcer son soutien aux énergies renouvelables (ENR) et bas carbone, qui s'illustre notamment au travers de deux objectifs : la multiplication par 3 des financements d'ENR structurés chaque année par CAT&E, en France, entre 2020 et 2030, ce qui portera à

¹¹ Soit l'équivalent de la population de Reims

¹² Ipsos

¹³ BVA 2023

¹⁴ Source : étude Doxa octobre 2023

¹⁵ Pourcentage de clients particuliers majeurs avec un DAV actif, avec au moins une synchronisation sur Ma Banque ou ayant visité le nouveau portail client Crédit Agricole en ligne dans le mois

19 milliards d'euros les financements cumulés en 2030 ; et l'augmentation de +80% de l'exposition de CACIB aux énergies bas carbone entre 2020 et 2025, soit 13,3 milliards d'euros en 2025 (vs. un objectif de +60% annoncé fin 2022). Le Groupe Crédit Agricole accélère également son désengagement des énergies fossiles, en particulier avec l'annonce de l'arrêt de tout nouveau projet d'extraction fossile ; la mise en place d'une approche sélective dans l'accompagnement des énergéticiens ; et enfin l'accélération de la réduction des émissions financées de -75% d'ici 2030 sur le secteur Pétrole et Gaz par rapport à 2020 (vs - 30% annoncés initialement en 2022).

Enfin, le Crédit Agricole a désormais pris des engagements sur 10 secteurs qui représentent 60% des encours du Groupe et 75% des émissions mondiales, avec la publication de trajectoires Net Zéro sur 8 secteurs : pétrole et gaz, automobile, électricité, immobilier commercial, aviation, shipping, acier, ciment ; et des mesures permettant un accompagnement des trajectoires sur l'immobilier résidentiel et l'agriculture.

L'atteinte de ces objectifs est soutenue par une mise en action collective pour intégrer ces engagements au cœur de l'action du Groupe : dans les offres, en alimentant l'expansion du champ serviciel et des expertises du Groupe ; dans les process, en pilotant le carbone comme une ressource rare, intégrée aux process budgétaires, aux politiques risques et aux décisions d'octroi ; dans les reportings, en communiquant de manière transparente et annuellement sur l'avancée des trajectoires de décarbonation.

Activité du Groupe

L'**activité commerciale** connaît une activité ralentie de crédits en France compensée par les excellentes performances des autres activités.

Sur l'année 2023, la **conquête brute** s'établit à 1,9 million de clients en Banque de proximité et le **fonds de commerce** progresse de + 191 000 clients. Le ralentissement de l'activité de détail observé en France se traduit par une production de crédits atone en **Banque de proximité en France**. Ainsi, entre le troisième trimestre 2023 et le quatrième trimestre 2023, la production est stable en Caisses régionales (-1,4%) et en baisse chez LCL (-6,6%). En **crédit à la consommation**, la production est stable par rapport au quatrième trimestre 2022, la sélectivité accrue des dossiers de crédits étant maintenue.

En parallèle, les activités de banque de financement et d'investissement, la gestion d'actifs, les assurances et la banque de proximité à l'international sont à nouveau caractérisés par une très bonne dynamique sur ce trimestre. En effet, la **banque de financement et d'investissement** présente une performance record sur le trimestre et l'année 2023. Elle continue d'afficher des positions de premier plan, 2^{ème} en émission de *green, social and sustainable bonds*¹⁶ en euros, et 2^{ème} en émissions *all bonds in euros* dans le monde¹⁷. La **gestion d'actifs** s'appuie sur une forte collecte (26 milliards d'euros en 2023 dont 19 milliards d'euros au quatrième trimestre 2023) portant les actifs sous gestion au-delà de 2 000 milliards d'euros. Les **assurances** bénéficient également d'un taux d'unité de compte sur la collecte brute record, s'établissant à 50,2% ce trimestre; le taux d'équipement assurance-dommages est en hausse à 43,1% pour les Caisses régionales (+0,5 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022), 27,5% pour LCL (+0,4 point de pourcentage), 18,8% chez CA Italia (+2,0 points de pourcentage) le chiffre d'affaires assurance dommages progresse de +7,6% par rapport au quatrième trimestre 2022 ; et l'activité est dynamique en prévoyance (chiffre d'affaires en hausse de +10,6% par rapport au quatrième trimestre 2022). Enfin, au sein de CA Italia, la production de crédits est toujours en forte reprise augmentant de +32,3% en Italie par rapport au troisième trimestre 2023.

Enfin, les encours de crédits en Banque de proximité, s'établissant à 876 milliards d'euros¹⁸, ont cru à nouveau avec une augmentation de +2,5% par rapport au quatrième trimestre 2022. Les encours de collecte au bilan en Banque de proximité, s'établissant à 823 milliards d'euros¹⁹, ont également cru ce trimestre avec une

¹⁶ Bloomberg

¹⁷ Refinitiv

¹⁸ Dont 646 milliards d'euros pour les Caisses régionales, 169 milliards d'euros pour LCL et 61 milliards d'euros pour CA Italia

¹⁹ Dont 596 milliards d'euros pour les Caisses régionales, 162 milliards d'euros pour LCL et 66 milliards d'euros pour CA Italia

augmentation +2,0% par rapport à septembre 2023 dont +1,5% pour les Caisses régionales, +3,9% chez LCL et 1,8% pour CA Italia.

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2023, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole s'établit à **1 724 millions d'euros**, en baisse de -23,2% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact total de **+86 millions d'euros en résultat net part du Groupe** et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +69 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +17 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Épargne Logement de +63 millions d'euros (+5 millions d'euros pour LCL, +4 millions d'euros pour AHM et +55 millions d'euros pour les Caisses régionales) ; les autres éléments récurrents de +6 millions d'euros se répartissent entre la partie spread émetteur de la FVA²⁰ et le *secured lending* (+4 millions d'euros) et les couvertures de portefeuilles de prêts (+1 million d'euros). Les éléments non récurrents sont liés à la poursuite de la réorganisation des activités Mobilité²¹ sur le pôle SFS (+17 millions d'euros).

Retraité de ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent²²** du Groupe Crédit Agricole atteint **1 638 millions d'euros**, en baisse de -27,5% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2023 et au T4-2022

En m€	T4-23 publié	Eléments spécifiques	T4-23 sous- jacent	T4-22 publié	Eléments spécifiques	T4-22 sous- jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	8 769	93	8 677	8 852	(63)	8 914	(0,9%)	(2,7%)
Charges d'exploitation hors FRU	(5 682)	4	(5 686)	(5 283)	(84)	(5 199)	+7,5%	+9,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 088	97	2 991	3 568	(147)	3 715	(13,5%)	(19,5%)
Coût du risque de crédit	(762)	-	(762)	(753)	-	(753)	+1,1%	+1,1%
Sociétés mises en équivalence	73	-	73	97	(8)	105	(24,7%)	(30,5%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(19)	-	(19)	(13)	-	(13)	+45,4%	+45,4%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	12	(9)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 382	109	2 274	2 899	(155)	3 054	(17,8%)	(25,5%)
Impôt	(455)	(23)	(432)	(436)	176	(612)	+4,3%	(29,4%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(10)	-	(10)	(27)	(14)	(13)	(63,2%)	(24,3%)
Résultat net	1 918	86	1 832	2 435	7	2 428	(21,3%)	(24,6%)
Intérêts minoritaires	(194)	-	(194)	(190)	(20)	(170)	+2,1%	+13,9%
Résultat net part du Groupe	1 724	86	1 638	2 246	(13)	2 258	(23,2%)	(27,5%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,8%		65,5%	59,7%		58,3%	+5,1 pp	+7,2 pp

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire sous-jacent s'élève** à 8 677 millions d'euros, en baisse de -2,7% par rapport au quatrième trimestre 2022, expliquée par le pôle Gestion d'épargne et assurances (-23.3%) dans lequel le métier Assurance est impacté par la forte sinistralité climatique en comparaison d'un T4-22 favorable, ainsi que d'un effet de base IFRS17²³, et le pôle Banque de proximité en France (-4.7%) sous l'effet de la hausse du coût de refinancement et des ressources clientèles, partiellement compensé par la hausse progressive du taux à la production des crédits et par les produits de la macrocouverture. Les revenus des autres pôles sont en hausse : les Services Financiers Spécialisés (+23,9%) bénéficiant de l'intégration ligne à ligne

²⁰DVA (Debt Valuation Adjustment)

²¹ Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ont impacté le quatrième trimestre 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +17 m€ en RNPG, dont +4 m€ sur les charges, -12 m€ de badwill et +1 m€ sur l'impôt. Pour rappel l'impact en RNPG était de +140 m€ au T2-23 et +19m€ au T3-23.

²²Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

²³ Effet de base IFRS17 : c'est-à-dire, après retraitement de l'effet de base de 2022 qui ne tenait pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 (cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille)

de CA Auto Bank²⁴ depuis le deuxième trimestre 2023 ainsi que de la reprise des activités ALD et Leaseplan dans six pays européens²⁵ depuis le troisième trimestre 2023 ; la Banque de proximité à l'international progresse de +9,2% avec une marge nette d'intérêts en hausse sur la période en lien avec la hausse des taux d'intérêts ; le pôle Grandes clientèles affiche des revenus en hausse de +8,6%, bénéficiant d'un haut niveau de revenus en BFI et de l'intégration de ISB²⁶ en services financiers institutionnels.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** s'établissent à -5 686 millions d'euros, en hausse de +9,4% par rapport au quatrième trimestre 2022. Cette hausse s'explique tout d'abord par la hausse des charges récurrentes des métiers (frais de personnel et rémunération variable principalement en Grande Clientèle, dans la Banque de proximité à l'international et au LCL). Elle s'explique également par un effet périmètre de +192 millions d'euros lié à la consolidation de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés (+83 millions d'euros), des activités ISB au sein du pôle Services financiers aux institutionnels (+100 millions d'euros) et à la première intégration de CATE (+9 millions d'euros) au sein du pôle AHM. Et elle s'explique enfin par des éléments non récurrents, soit un effet de base 2022 et d'autres éléments exceptionnels. Au global, le Groupe affiche **un coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** à 65,5%, en hausse de +7,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022 et un **résultat brut d'exploitation sous-jacent** à 2 991 millions d'euros, en baisse de -19,5% sur la même période.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** augmente de façon modérée à -762 millions d'euros, soit une hausse de +1,1% par rapport au quatrième trimestre 2022 qui s'élevait à -753 millions d'euros. La charge de -762 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2023 se décompose en une dotation sur encours sains (niveau 1 et 2) de -27 millions d'euros (contre une dotation de -50 millions d'euros au quatrième trimestre 2022), un provisionnement de -669 millions d'euros pour risque avéré (niveau 3), contre -741 millions d'euros au quatrième trimestre 2022 qui intégrait des dotations sur un dossier spécifique, et enfin une dotation de -66 millions d'euros de risques autres correspondant principalement à des provisions juridiques. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1,2% en France en 2024, +1,6% en 2025) et un scénario défavorable (PIB à +0,1% en France en 2024 et +0,7% en 2025). Le **coût du risque sur encours**²⁷ **sur quatre trimestres glissants atteint 25 points de base, soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme de 25 points de base.** Il atteint 26 points de base en vision trimestrielle annualisée²⁸.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 274 millions d'euros**, en baisse de -25,5% par rapport au quatrième trimestre 2022. Le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des **sociétés mises en équivalence** pour 73 millions d'euros (en baisse de -30,5%, notamment expliqué par la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank, ex FCA Bank) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -19 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -29,4%** sur la période. Le **résultat net sous-jacent** avant déduction des minoritaires est en baisse de -24,6% pour s'établir à 1 832 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +13,9%. Enfin, **le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 1 638 millions d'euros, en baisse de -27,5%** par rapport au quatrième trimestre 2022.

²⁴ Effet périmètre CA Auto Bank T4-23 : PNB 196m€, charges -83 m€, coût du risque -25 m€

²⁵ Intégration des activités ALD Leaseplan au Portugal et Luxembourg au sein de Leasys, et intégration des activités ALD Leaseplan en Irlande, Norvège, République Tchèque et Finlande au sein de CAAB

²⁶ Impact en revenus RBC IS Europe T4-23 : +111 m€

²⁷ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

²⁸ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole 2023 et 2022

En m€	2023 publié	Eléments spécifiques	2023 sous- jacent	2022 publié	Eléments spécifiques	2022 sous- jacent	Δ 12M/12M publié	Δ 12M/12M sous- jacent
Produit net bancaire	36 492	851	35 641	34 804	480	34 324	+4,8%	+3,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 464)	(14)	(21 450)	(20 304)	(174)	(20 130)	+5,7%	+6,6%
FRU	(620)	-	(620)	(803)	-	(803)	(22,8%)	(22,8%)
Résultat brut d'exploitation	14 408	837	13 572	13 698	306	13 392	+5,2%	+1,3%
Coût du risque de crédit	(2 941)	(84)	(2 856)	(2 892)	(195)	(2 697)	+1,7%	+5,9%
Sociétés mises en équivalence	263	(39)	302	419	(8)	427	(37,2%)	(29,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	88	89	(1)	28	-	28	x 3,1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	12	(9)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	11 821	814	11 007	11 253	103	11 150	+5,0%	(1,3%)
Impôt	(2 748)	(203)	(2 545)	(2 647)	59	(2 706)	+3,8%	(5,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	-	(3)	121	80	40	ns	ns
Résultat net	9 071	611	8 459	8 727	242	8 484	+3,9%	(0,3%)
Intérêts minoritaires	(813)	(0)	(813)	(729)	(7)	(722)	+11,4%	+12,5%
Résultat net part du Groupe	8 258	611	7 647	7 997	236	7 762	+3,3%	(1,5%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,8%		60,2%	58,3%		58,6%	+0,5 pp	+1,5 pp

Sur l'année 2023, le résultat net part du Groupe publié est de 8 258 millions d'euros, contre 7 997 millions d'euros sur l'année 2022, soit une hausse de +3,3%.

Les éléments spécifiques pour l'année 2023 ont un effet positif de +611 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +331 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +280 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Épargne Logement de + 360 millions d'euros, ainsi que les éléments de volatilité comptable du pôle Grandes clientèles (-11 millions d'euros sur la DVA et -18 millions d'euros sur les couvertures de portefeuilles de prêts). Les éléments non récurrents sont liés à la réorganisation des activités Mobilité²⁹ sur le pôle Services financiers spécialisés (+176 millions d'euros), ainsi que la reprise de la provision pour amende Échanges Images Chèques (+104 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 7 647 millions d'euros, en baisse de -1,5% par rapport à l'année 2022.

Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 35 641 millions d'euros, en hausse de +3,8% par rapport à l'année 2022. Cette hausse s'explique par un très haut niveau de revenus sur l'ensemble des métiers du pôle **Gestion de l'épargne et Assurances**, l'intégration ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle **Services financiers spécialisés**, un très haut niveau de revenus sur le pôle **Grandes clientèles** et la hausse de la marge nette d'intérêts au sein du pôle **Banques de proximité à l'international** ; a contrario, les revenus du pôle **Banques de proximité France** sont impactés par la baisse de la marge d'intérêts.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU s'élèvent à -21 450 millions d'euros, en hausse de +6,6% par rapport à l'année 2022, intégrant notamment l'effet périmètre lié à la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés depuis le deuxième trimestre 2023, la consolidation des activités ISB au sein du pôle Services financiers aux institutionnels depuis le troisième trimestre 2023 et la première consolidation de CATE dans le pôle AHM au quatrième trimestre 2023. Le reste de la hausse s'explique par l'augmentation des frais de personnel dans un contexte inflationniste et des rémunérations variable en lien avec la performance des métiers, ainsi que la hausse des dépenses IT. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 60,2% en augmentation de +1,5 point de pourcentage par rapport à celui de l'année 2022. Le FRU s'élève à -620 millions d'euros en 2023, en baisse de -22,8% par rapport à 2022.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 13 572 millions d'euros, en hausse de +1,3% par rapport

²⁹ Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ont impacté le résultat 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +176 m€ en RNPG (dont 300 m€ sur les revenus, -14 m€ sur les charges, -85 m€ sur le coût du risque, -39 m€ sur le résultat des sociétés mises en équivalence ; +89 m€ de gain sur autres actifs, +12 m€ de badwill et -87 m€ sur l'impôt).

à l'année 2022.

Le coût du risque sous-jacent s'établit à -2 856 millions d'euros (dont -220 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -2 554 millions d'euros de coût du risque avéré (niveau 3), et - 82 millions d'euros de risques autres), soit une hausse de +5,9% par rapport à l'année 2022.

En 2023, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46% des encours bruts) et entreprises (32% des encours bruts). Le stock de provisions s'élève à 20,7 milliards d'euros (dont 11,1 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 42% de provisions sur encours sains (48% pour les Caisses régionales). Le stock de provisions sur encours sains a augmenté, au niveau du Groupe, de +3,3 milliards d'euros depuis le quatrième trimestre 2019. La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter l'un des meilleurs³⁰ taux de couverture global des créances douteuses (à 82,6% à fin décembre 2023) parmi les grandes banques européennes.

Le **résultat sous-jacent avant impôts**, activités cédées et minoritaires ressort à 11 007 millions d'euros, en légère baisse de -1,3% par à l'année 2022. La charge d'impôt est de -2 545 millions d'euros, en baisse de -5,9%, avec un taux d'impôt effectif sous-jacent s'établissant à 23,8%.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit ainsi à 7 647 millions d'euros, en baisse de -1,5% par rapport à l'année 2022.

NB : Sauf mention contraire, les résultats par pôle métier sont commentés ci-après sur la base des résultats publiés.

³⁰ Source : Analyse faite à partir des publications 31/12/2023 sur les prêts à la clientèle, les encours Stage 3 et les provisions Stage 1, 2 et 3 de Crédit Agricole SA, Groupe Crédit Agricole, Banco Santander, BNP Paribas, Deutsche Bank, ING, UBS, Groupe BPCE et Unicredit et au 30/09/2023 pour la Société Générale, Standard Chartered, Barclays, et HSBC

Caisses régionales

Sur l'année 2023, **la conquête brute est positive** avec +1,1 million de nouveaux clients³¹. La base client des Caisses régionales est caractérisée par son fort taux de principalisation du compte courant à 76,1%³² (en hausse de 2 points de pourcentage depuis trois ans), et par sa forte part de clients digitaux à 76,9%³³. Le stock de cartes de paiement est en hausse avec +1,7% sur un an et est composé à 14,8% de cartes haut de gamme. Enfin, le taux d'équipement sur **l'assurance dommage** est de 43,1% à fin décembre 2023, en hausse de + 0,5 point par rapport à septembre 2022.

La production de crédit est en baisse de -28,6% par rapport au quatrième trimestre 2022 et de -1,4% par rapport au troisième trimestre 2023. La baisse est marquée sur l'habitat (-40,8% par rapport au quatrième trimestre 2022, - 15,9% par rapport au troisième trimestre 2023). En contrepartie, le taux à la production des crédits habitat a augmenté par rapport au troisième trimestre 2023 de + 42 points de base et le taux moyen à l'octroi sur 20 à 25 ans est de 4,32% la première semaine de janvier 2024. **Les encours de crédit** atteignent 646,2 milliards d'euros à fin décembre 2023 (+2,4% par rapport à fin décembre 2022 et +0,2% par rapport à fin septembre 2023) tirés notamment par le marché des entreprises (+2,6% par rapport au quatrième trimestre 2022).

Les encours de collecte globale sont en hausse de +3,9% sur un an et atteignent 888,0 milliards d'euros à fin décembre 2023. Cette croissance est notamment portée par les encours de collecte bilan, qui atteignent 595,8 milliards d'euros à fin décembre 2023, en progression de +3,3% par rapport à fin décembre 2022. Par rapport à fin septembre 2023, la collecte bilan progresse de +1,5% s'appuyant sur une augmentation des dépôts à terme de +18,3% et dans une moindre mesure les livrets (+2,2%). La décollecte des dépôts à vue s'est stabilisée (-3,4%) par rapport à fin septembre 2023. Les encours de collecte hors-bilan s'établissent à 292,2 milliards d'euros à fin décembre 2023, en hausse de +5,0% sur un an, portée par une collecte nette notamment sur les UCO et des effets marché positifs.

Au quatrième trimestre 2023, le produit net bancaire publié des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie s'élève à 3 223 millions d'euros, en baisse de -4,0% par rapport au quatrième trimestre 2022. La marge d'intermédiation baisse de -31,8%³⁴ par rapport au quatrième trimestre 2022, et de -10,6% par rapport au troisième trimestre 2023³⁵ pénalisée par la hausse du coût de refinancement partiellement compensée par la hausse du rendement des crédits et la macro-couverture. Le PNB de portefeuille est en hausse au quatrième trimestre 2023 compte tenu d'effets de marché positifs. Les commissions restent bien orientées à +6,5% grâce à une bonne dynamique sur les moyens de paiement et sur l'assurance. **Les charges d'exploitation** sont en baisse de -2,0% par rapport au quatrième trimestre 2022, en raison d'un effet de base au quatrième trimestre 2022 intégrant notamment un don pour l'illettrisme pour 35 millions d'euros et des coûts de transformation CAGIP pour 30 millions d'euros ; la croissance des charges récurrentes est ainsi stable par rapport au quatrième trimestre 2022 (-0,0%³⁶). **Le résultat brut d'exploitation** est ainsi en baisse de -9,8% par rapport au quatrième trimestre 2022. **Le coût du risque** est en hausse de +3,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'élève à -322 millions d'euros. Les indicateurs de risque restent stables avec un coût du risque sur encours à 18 points de base, un taux de créances douteuses et litigieuses à 1,8% (soit +0,1 point de pourcentage comparé au troisième trimestre 2023) et un taux de couverture élevé à 96,5% (soit -1,1 point de pourcentage comparé au troisième trimestre 2023). **Le résultat net part du Groupe** des Caisses régionales s'élève à 349 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, en baisse de -16,9% en comparaison au quatrième trimestre 2022.

La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole s'élève à 336 millions d'euros³⁷ (-23,5% comparé au quatrième trimestre 2022) en résultat net part du Groupe publié au quatrième trimestre 2023, avec un produit net bancaire à 3 227 millions d'euros (-5,0%) et un coût du risque à -321 millions d'euros (+4,6%).

Sur l'année 2023, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie s'établit à 14 792 millions d'euros, en baisse de -4,7% par rapport à 2022. La marge d'intermédiation hors reprise de provisions épargne logement est en baisse de -27,6% sur l'année. Elle est pénalisée par la hausse du coût de refinancement qui

³¹ Le fonds de commerce croît de +7 000 nouveaux clients en 2023

³² Pourcentage de DAV des clients particuliers majeurs avec plus de 120 flux sur les 12 derniers mois, calculé sur l'ensemble des clients

³³ Pourcentage de clients particuliers majeurs avec un DAV actif, avec au moins une synchronisation sur Ma Banque ou ayant visité le nouveau portail client Crédit Agricole En Ligne dans le mois

³⁴ Hors reprise de provisions épargne logement de 74 millions d'euros au quatrième trimestre 2023

³⁵ Hors reprise de provisions épargne logement de 118 millions d'euros au troisième trimestre 2023 et de 74 millions d'euros au quatrième trimestre 2023

³⁶ Après retraitement des effets de base du T4 22 et de l'intégration de Hyperion

³⁷ L'écart avec le RNPG de 349 millions d'euros est lié à l'intégration de CAMCA et des retraitements comptables de consolidation aux bornes du Groupe Crédit Agricole

s'est faite plus rapidement que le *repricing* progressif de la nouvelle production de crédits. Le PNB de portefeuille est en hausse en raison d'effet marché positif et les commissions sont en hausse de +3,7% en 2023. Les charges d'exploitation sont en hausse contenue, +2,1% sur l'année 2023. Le **résultat brut d'exploitation** est par conséquent en baisse de -15,4% sur l'année 2023 et s'établit à 5 061 millions d'euros. Enfin, le **coût du risque** reste stable sur l'année, +1,3%, et s'établit à 1 155 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 3 386 millions d'euros, en baisse de -15,9% sur l'année 2023.

La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole en 2023 s'élève à 1 756 millions d'euros (-32,6%) en résultat net part du groupe publié, avec un produit net bancaire à 13 259 millions d'euros (-6,3%) et un coût du risque à -1 152 millions d'euros (+1,4%).

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 7 février 2024, a examiné les comptes du quatrième trimestre 2023.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-2023 et au T4-2022

En m€	T4-23 publié	Eléments spécifiques	T4-23 sous- jacent	T4-22 publié	Eléments spécifiques	T4-22 sous- jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	6 040	19	6 021	5 967	(63)	6 029	+1,2%	(0,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(3 710)	4	(3 714)	(3 231)	(20)	(3 211)	+14,8%	+15,7%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	2 330	24	2 307	2 735	(83)	2 818	(14,8%)	(18,1%)
Coût du risque de crédit	(440)	-	(440)	(443)	-	(443)	(0,7%)	(0,7%)
Sociétés mises en équivalence	61	-	61	80	(8)	88	(24,3%)	(31,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(17)	-	(17)	(10)	-	(10)	+61,3%	+61,3%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	12	(9)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 937	35	1 902	2 362	(91)	2 453	(18,0%)	(22,5%)
Impôt	(369)	(4)	(365)	(323)	160	(483)	+14,1%	(24,5%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(10)	-	(10)	(27)	(14)	(13)	ns	ns
Résultat net	1 558	32	1 527	2 012	55	1 957	(22,6%)	(22,0%)
Intérêts minoritaires	(224)	(0)	(224)	(228)	(30)	(199)	(2,1%)	+12,4%
Résultat net part du Groupe	1 334	31	1 303	1 784	25	1 758	(25,2%)	(25,9%)
Bénéfice par action (€)	0,36	0,01	0,35	0,49	0,01	0,48	(25,2%)	(26,1%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,4%		61,7%	54,2%		53,3%	+7,3 pp	+8,4 pp

Au quatrième trimestre 2023, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. s'élève à **1 334 millions d'euros**, soit une baisse de -25,2% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact de +31 millions d'euros en résultat net part du Groupe et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +14 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +17 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Épargne Logement de +8 millions d'euros (+4 millions d'euros sur LCL et +4 millions d'euros sur AHM) ; les autres éléments récurrents se compensent entre la partie spread émetteur de la FVA³⁸ et le *secured lending* (+4 millions d'euros) et les couvertures de portefeuilles de prêts (+1 million d'euros). Les éléments non récurrents sont liés à la poursuite de la réorganisation des activités Mobilité³⁹ sur le pôle SFS (+17 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**⁴⁰ s'établit à **1 303 millions d'euros**, en baisse de -25,9% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Les **revenus sous-jacents** atteignent 6 021 millions d'euros, stables à -0,1% par rapport au quatrième trimestre 2022, mais en hausse de +9,1% hors métier Assurances. Hors Assurances, la croissance des revenus est portée par l'ensemble des métiers : la **Gestion d'actifs** enregistre une hausse de +2,1% tirée par le résultat financier et avec des commissions de gestion stables ; les revenus du pôle **Grandes clientèles** sont en hausse de +8,5%, grâce à un bon niveau de revenus en BFI (+1,1%) par rapport à un quatrième trimestre 2022 qui était déjà élevé et des revenus des Services financiers aux institutionnels (+39,9%) bénéficiant de l'intégration des activités

³⁸ DVA (Debt Valuation Adjustment)

³⁹ Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ont impacté le quatrième trimestre 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +17 m€ en RNPG, dont +4 m€ sur les charges, -12 m€ de badwill et +1 m€ sur l'impôt. Pour rappel l'impact en RNPG était de +140 m€ au T2-23 et +19m€ au T3-23.

⁴⁰ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

européennes de ISB⁴¹ ; les revenus du pôle **Services financiers spécialisés** sont en hausse de +23,9% bénéficiant de l'intégration de CA Auto Bank⁴² et de la reprise des activités d'ALD et LeasePlan dans 6 pays européens⁴³ depuis le troisième trimestre 2023, le taux de marge de CACF est en progression entre le quatrième et le troisième trimestre 2023 ; les revenus du pôle **Banque de proximité en France** sont en amélioration de +4,2%⁴⁴ sous l'effet de la croissance de la marge nette d'intérêts à hauteur de +3,5% et de celle des commissions à hauteur de +4,9% ; les revenus du pôle **Banque de proximité à l'international** progressent de +8,7%, avec une progression de +4,4% pour CA Italia portée par la croissance de la MNI et une progression de +22,5%⁴⁵ pour la Pologne, l'Egypte et l'Ukraine. Les revenus du métier **Assurances** sont en baisse de -47,3% par rapport au quatrième trimestre 2022 proforma IFRS17, expliquée à hauteur de -262 millions d'euros par une forte sinistralité climatique sur le trimestre en comparaison à un quatrième trimestre 2022 favorable, et à hauteur d'environ -205 millions d'euros par un effet de base IFRS17⁴⁶ et autres.

Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à -3 714 millions d'euros, en hausse de +15,7% par rapport au quatrième trimestre 2022 (soit une hausse de -503 millions d'euros), dont +3,7% sur les charges récurrentes des métiers (soit une hausse de -141 millions d'euros dont environ -103 millions d'euros de frais de personnel et rémunération variable principalement dans les pôles Grande Clientèle, Banque de proximité à l'international et au LCL). Cette évolution des charges intègre également un effet périmètre de -192 millions d'euros, lié à la consolidation de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés (-83 millions d'euros), à la consolidation des activités ISB au sein du pôle Services financiers aux institutionnels (-100 millions d'euros) et à la première intégration de Crédit Agricole transitions et énergies au sein du pôle AHM (-9 millions d'euros). A cela s'ajoutent également des effets non récurrents pour environ -187 millions d'euros dont environ -97 millions d'euros d'effet de base 2022⁴⁷ et environ -89 millions d'euros d'autres éléments exceptionnels⁴⁸, ainsi que +18 millions d'euros d'effet change.

Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit ainsi à 61,7% au quatrième trimestre 2023, soit +8,4 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent s'établit à 2 307 millions d'euros, en hausse de -18,1%.

Au 31 décembre 2023, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (27% des encours bruts) et entreprises (43% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses diminue légèrement par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,6% (-0,1 point de pourcentage). Le taux de couverture⁴⁹, élevé, à 70,8%, est en hausse de +0,1 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions**⁵⁰ s'établit à 9,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., en baisse (-2,7%) par rapport à fin septembre 2023. Sur ce stock de provisions, 35% sont liés au provisionnement des encours sains contre 22% fin 2019. Le stock de provisions pour encours sains est en hausse de +1,4 milliard d'euros par rapport à fin 2019.

Le **coût du risque** de crédit sous-jacent est stable à -440 millions d'euros (soit -0,7% par rapport au quatrième trimestre 2022 qui s'élevait à -443 millions d'euros). La charge de -440 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2023 se décompose en une faible dotation sur encours sains (niveau 1 et 2) de -0,8 millions d'euros (contre une

⁴¹ Impact en revenu RBC IS Europe sur le T4-23 : +111 m€

⁴² Impact en revenu CA Auto Bank sur le T4-23 : +196 m€

⁴³ Intégration des activités ALD Leaseplan au Portugal et Luxembourg au sein de Leasys, et intégration des activités ALD Leaseplan en Irlande, Norvège, République Tchèque et Finlande au sein de CAAB

⁴⁴ +4,9% en tenant compte de la reprise de provision Épargne Logement pour 6 m€

⁴⁵ Variation à change courant ; +32,2% à change constant

⁴⁶ Effet de base au T4-22 ne tenant pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022, ie. cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille

⁴⁷ Dont effets taxes positifs

⁴⁸ Dont impact de l'arrêt de la Cour de cassation sur le calcul des congés payés, mises au rebus, coûts d'intégration ISB et frais liés à la transaction Degroef Petercam

⁴⁹ Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en « stages » 1, 2 et 3

⁵⁰ Stock de provisions (risque avéré et hors défaut IFRS9)

reprise de +53 millions d'euros au quatrième trimestre 2022), un provisionnement de -373 millions d'euros pour risque avéré (niveau 3 - contre -521 millions d'euros au quatrième trimestre 2022), et enfin une dotation de -66 millions d'euros pour risques autres, correspondant principalement à des provisions juridiques. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1,2% en France en 2024, +1,6% en 2025) et un scénario défavorable (PIB à +0,1% en France en 2024 et +0,7% en 2025). Le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants⁵¹ atteint 33 points de base, **soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 40 points de base et 34 points de base en vision trimestrielle annualisée**⁵².

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 61 millions d'euros (-31,3% par rapport au quatrième trimestre 2022) et le **résultat net sur autres actifs** s'établit à -17 millions d'euros (-7 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2022) ; les variations sur ces deux catégories du compte de résultat ayant été impactées par un effet périmètre avec la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle Services Financiers Spécialisés.

Ainsi, le **résultat net sous-jacent avant impôt** s'établit à 1 902 millions d'euros, en baisse de -22,5% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 19,7% et la charge d'impôt sous-jacente est de -365 millions d'euros, en baisse de -24,5% par rapport au quatrième trimestre 2022. Le **résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession** s'établit à -10 millions d'euros, contre -13 millions d'euros au quatrième trimestre 2022.

Le **résultat net sous-jacent avant minoritaires** affiche donc une baisse de -22,0% à 1 527 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -224 millions d'euros, en hausse de +12,4% sur un an.

Ainsi, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en baisse de -25,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 à 1 303 millions d'euros.

Le **bénéfice par action sous-jacent (pro-forma IFRS 17)** sur le quatrième trimestre 2023 atteint 0,35 €, il est en baisse de -26,1% par rapport au quatrième trimestre 2022.

⁵¹ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁵² Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. 2023 et 2022

En m€	2023 publié	Éléments spécifiques	2023 sous- jacent	2022 publié	Éléments spécifiques	2022 sous- jacent	Δ 2023/2022 publié	Δ 2023/2022 sous- jacent
Produit net bancaire	25 180	617	24 563	22 491	68	22 423	+12,0%	+9,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(13 632)	(14)	(13 618)	(12 614)	(110)	(12 504)	+8,1%	+8,9%
FRU	(509)	-	(509)	(647)	-	(647)	(21,3%)	(21,3%)
Résultat brut d'exploitation	11 039	603	10 436	9 231	(42)	9 273	+19,6%	+12,5%
Coût du risque de crédit	(1 777)	(84)	(1 693)	(1 746)	(195)	(1 551)	+1,8%	+9,2%
Sociétés mises en équivalence	197	(39)	235	371	(8)	379	(46,9%)	(37,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	85	89	(4)	15	-	15	x 5,5	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	12	(9)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	9 546	580	8 966	7 871	(245)	8 116	+21,3%	+10,5%
Impôt	(2 201)	(153)	(2 047)	(1 806)	150	(1 956)	+21,8%	+4,7%
Rés. net des activ. arr.ou en cours de cession	(3)	-	(3)	121	80	40	ns	ns
Résultat net	7 343	427	6 916	6 186	(15)	6 201	+18,7%	+11,5%
Intérêts minoritaires	(995)	(2)	(992)	(879)	(17)	(863)	+13,1%	+15,1%
Résultat net part du Groupe	6 348	425	5 923	5 306	(32)	5 338	+19,6%	+11,0%
Bénéfice par action (€)	1,94	0,14	1,80	1,68	(0,01)	1,69	+15,6%	+6,5%
Coef d'exploitation hors FRU (%)	54,1%		55,4%	56,1%		55,8%	-1,9 pp	-0,3 pp

Sur l'année 2023, le résultat net part du Groupe publié est de 6 348 millions d'euros, au plus haut et en forte croissance de +19,6% par rapport à l'année 2022, s'appuyant sur l'ensemble des projets de développement.

Les éléments spécifiques pour l'année 2023 ont un effet positif de +425 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +188 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +237 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Épargne Logement de +216 millions d'euros, ainsi que les éléments de volatilité comptable du pôle Grandes clientèles (-11 millions d'euros sur la DVA et -18 millions d'euros sur les couvertures de portefeuilles de prêts). Les éléments non récurrents sont liés à la réorganisation des activités Mobilité⁵³ sur le pôle Services financiers spécialisés (+176 millions d'euros), ainsi que la reprise de la provision pour amende Echanges Images Chèques (+62 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 5 923 millions d'euros, en hausse de +11,0% par rapport à l'année 2022⁵⁴.

Le bénéfice par action sous-jacent atteint 1,80 euro par action pour l'année 2023, en hausse de +6,5% par rapport à l'année 2022.

Le RoTE⁵⁵ sous-jacent, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé⁵⁶ et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatiles comptabilisés en capitaux propres (dont réserves latentes) atteint 12,6% sur l'année 2023, stable par rapport à l'année 2022.

Le produit net bancaire sous-jacent augmente de +9,5% par rapport à l'année 2022, tiré par l'ensemble des pôles métiers. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse de +8,9%. Ainsi, le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 55,4%, en amélioration de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui de 2022 et inférieur à la cible du Plan Moyen Long Terme. Le FRU sur la période s'élève à -509 millions d'euros, en baisse de -21,3% par rapport à 2022. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 10 436 millions d'euros, +12,5% par rapport à l'année 2022. Le coût du risque affiche une hausse de +9,2% sur la période, et s'établit à -1 693 millions d'euros contre -1

⁵³ Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ont impacté le résultat 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +176 m€ en RNPG (dont 300 m€ sur les revenus, -14 m€ sur les charges, -85 m€ sur le coût du risque, -39 m€ sur le résultat des sociétés mises en équivalence ; +89 m€ de gain sur autres actifs, +12 m€ de badwill et -87 m€ sur l'impôt).

⁵⁴ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes

⁵⁵ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers

⁵⁶ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraçant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

551 millions d'euros sur l'année 2022. Enfin, **le résultat des sociétés mise en équivalence** est en baisse de -37,9%, liée à l'intégration ligne à ligne de CA Auto Bank depuis le deuxième trimestre 2023.

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au quatrième trimestre 2023, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 564 milliards d'euros, en hausse de +2,9% par rapport à fin septembre 2023 grâce à la collecte nette positive et des effets marchés favorables ce trimestre (+72,9 milliards d'euros). La collecte nette du trimestre s'élève à +19,4 milliards d'euros sur le pôle, principalement expliquée par une collecte nette de +19,5 milliards d'euros sur Amundi, une collecte nette de +0,5 milliard d'euros sur l'épargne retraite, tandis que la Gestion de Fortune décollecte légèrement (-0,6 milliard d'euros). Par ailleurs, la déconsolidation de Lyxor Inc. crée un effet périmètre de -20,0 milliards d'euros ce trimestre. Sur un an, les encours gérés sont également en hausse de +6,2% en raison d'un effet marché favorable (+144,9 milliards d'euros), la collecte nette sur un an étant positive (+23,9 milliards d'euros) et favorablement impactée par une collecte dynamique sur les unités de comptes obligataires. Les encours hors double compte s'élèvent à 2 285 milliards d'euros au 31 décembre 2023, en hausse de +6,8% sur 1 an.

L'activité en Assurances (Crédit Agricole Assurances) réalise au quatrième trimestre un chiffre d'affaires global de 9,5 milliards d'euros, en hausse de +12,4% par rapport au quatrième trimestre 2022 porté par la hausse du chiffre d'affaires en Epargne-Retraite, en Dommages et Prévoyance / Emprunteur / Assurances Collectives. Le chiffre d'affaires de l'ensemble de l'année 2023 atteint le niveau record de 37,2 milliards d'euros, en hausse de +4,5% par rapport à l'année 2022.

En Epargne / Retraite, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2023 s'élève à 7,1 milliards d'euros (+13,6% par rapport au quatrième trimestre 2022), bénéficiant notamment de l'acquisition d'un contrat de retraite collective significatif. Le taux d'unités de compte dans la collecte brute progresse de +5,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022 à 50,2%. En excluant le contrat de retraite collective mentionné précédemment, le taux d'unités de compte dans la collecte brute serait de 45,5%. La collecte nette s'élève à +0,5 milliard d'euros ce trimestre, la collecte nette positive des contrats en unités de compte (+1,8 milliard d'euros) permettant de compenser la décollecte nette sur les fonds euros (-1,3 milliard d'euros). Sur l'ensemble de l'année 2023, le chiffre d'affaires s'élève à 26,4 milliards d'euros, en progression de +4,4% par rapport à l'ensemble de l'année 2022, porté par les produits en unités de compte obligataires et la retraite collective.

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance) atteignent le niveau record de 330,3 milliards d'euros, en augmentation sur un an de +8,9 milliards d'euros, soit +2,8%. La part des unités de compte dans les encours s'établit à un niveau record de 28,9%, en hausse de +3,3 points de pourcentage sur un an, portée par le succès de la commercialisation des unités de comptes obligataires, la retraite collective et des marchés financiers favorables.

Le taux moyen de participation aux bénéficiaires des contrats en euro de Predica s'élève 2,80%.⁵⁷ à fin 2023, en hausse de +50 centimes par rapport à l'année dernière (après une hausse de +106 centimes en 2022). Enfin, la provision pour participations aux excédents (PPE⁵⁸) s'élève à 9,8 milliards d'euros au 31 décembre 2023 et représente 4,5% du total des encours euros.

En Dommages, l'activité est dynamique, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2023, en hausse de +7,6% par rapport au quatrième trimestre 2022. En 2023, le chiffre d'affaires s'établit à 5,7 milliards d'euros, en hausse de +9,1% par rapport à l'ensemble de l'année 2022. A fin décembre 2023, le portefeuille de contrats Dommages s'établit à près de 15,8 millions⁵⁹, en progression de +3,5% sur un an. L'équipement des particuliers dans les réseaux bancaires du Groupe Crédit Agricole est en progression par rapport à

⁵⁷ jusqu'à 3,85% sur le contrat Anaé dont le taux UC > 50% et bénéficiant de frais de gestion de 0,5%

⁵⁸ Périmètre Vie France

⁵⁹ Périmètre : Dommages France et international

fin décembre 2022 sur l'ensemble des réseaux : à 43,1%, +0,5 point de pourcentage pour les Caisses régionales, à 27,5%, +0,4 point de pourcentage pour LCL, et à 18,8% pour CA Italia en intégrant la base de clientèle de Creval, soit +2,0 points de pourcentage. Le ratio combiné s'établit à 97,1%⁶⁰, en dégradation de 1,8 point de pourcentage sur un an, le quatrième trimestre 2023 ayant été fortement impacté par la sinistralité climatique, tandis que l'actualisation reste stable.

En **Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives**, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2023 s'établit à 1,3 milliard d'euros, en progression de +10,6% par rapport au quatrième trimestre 2022, grâce à la croissance du chiffre d'affaires en prévoyance et santé individuelles (+4,0%) et en assurances collectives (+34,7%). Le chiffre d'affaires sur l'assurance emprunteurs progresse de +10,1%, porté par la hausse des taux d'adossement sur les Caisses régionales et LCL et les primes uniques à l'international. Sur l'ensemble de l'année 2023, le chiffre d'affaires s'élève à 5,1 milliards d'euros, en hausse de +8,3% par rapport à 2022.

Le quatrième trimestre du marché de la gestion d'actif en Europe a été marqué par un contexte d'aversion au risque élevé et se traduit par une collecte modeste, essentiellement en produits de trésorerie, et une forte décollecte en gestion active que la gestion passive ne parvient pas de compenser.

Dans ce contexte, la **Gestion d'actifs (Amundi)** a enregistré une collecte élevée, soutenue notamment sur les produits de trésorerie, obligataires, la gestion passive et l'Asie, sur les segments de clientèle Retail comme Institutionnels, de même que dans les JV.

Les **encours gérés** atteignent 2 037 milliards d'euros au 31 décembre 2023, en hausse de +3,2% par rapport au 30 septembre 2023 et de +7,0% par rapport au 31 décembre 2022.

Par segment de clientèle, le **Retail** enregistre une collecte positive de +1,1 milliard d'euros ce trimestre, marquée comme les trimestres précédents par un haut niveau d'aversion au risque mais affichant un bon niveau d'activité dans les réseaux partenaires en France et à l'International (+1,1 milliard d'euros), et +0,5 milliard d'euros sur les distributeurs tiers. En Chine, Amundi BOC est en décollecte de -0,4 milliard d'euros. Sur l'année, la collecte est tirée par les réseaux France et les distributeurs tiers et les réseaux internationaux hors Amundi BOC affichent une collecte à l'équilibre, face à la concurrence des BTP Valore en Italie, malgré le succès des fonds obligataires à maturité.

Le **segment Institutionnels** enregistre une **forte collecte**, à +12,0 milliards d'euros, portée par la Trésorerie (+7,0 milliards d'euros), notamment pour les Corporates. La collecte MLT est positive grâce à l'allocation d'un nouveau mandat pour les assureurs CA&SG (+4,0 milliards d'euros), malgré la poursuite des retraits sur contrats euros. Sur l'année, l'activité est marquée par le retour de la collecte en produits de trésorerie, celle sur les actifs MLT est positive grâce à l'obligataire et au passif, malgré la poursuite des sorties sur les contrats en euros.

Enfin, les **JV**⁶¹ affichent une collecte positive dans tous les pays, à +6,3 milliards d'euros, grâce à la poursuite du développement de la JV indienne SBI MF et à la collecte sur Amundi NH (Corée du Sud); la JV chinoise ABC-CA se stabilise (Chine, +0,9 milliard d'euros hors Channel Business), grâce à la collecte positive en fonds mutuels. Comme le trimestre, l'année est marquée sur ce segment par la poursuite de la collecte sur SBI MF (Inde) en gestion active, un bon niveau d'activité en gestion active et en trésorerie sur Amundi NH en Corée, la Chine affichant des sorties de mandats institutionnels peu margés.

En **Gestion de fortune**⁶², les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 197,5 milliards d'euros à fin décembre 2023 (dont 135,1 milliards d'euros pour Indosuez Wealth Management), et sont en hausse de +1,6% par rapport à fin septembre 2023, les effets marchés favorables compensant la décollecte chez LCL.

⁶⁰ Ratio combiné dommage (Pacifica) yc actualisation et hors désactualisation : (sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance ; le ratio combiné net hors effets d'actualisation et désactualisation 2023 est de 100,7%.

⁶¹ Collecte nette incluant les actifs conseillés et commercialisés et les fonds de fonds, comprenant 100 % de la collecte nette des JV asiatiques ; pour Wafa Gestion au Maroc, la collecte nette est reprise pour la part d'Amundi dans le capital de la JV

⁶² LCL Banque Privée et Indosuez Wealth Management

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Les données 2023 du métier Assurances, et donc les données du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, sont comparées à des données 2022 pro-forma IFRS17.

Au quatrième trimestre 2023, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 1 555 millions d'euros, en baisse de -22,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 expliqué notamment par les événements climatiques du quatrième trimestre impactant l'Assurance, tandis que les revenus de Gestion d'actifs résistent grâce aux commissions de gestion et aux revenus financiers, les revenus en Gestion de fortune diminuant légèrement.

Les charges hors FRU sont en hausse de + 11,2% notamment expliquée par une hausse des charges de l'assurance (effet base 2022 et hausse des charges informatiques). Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 46,7 %, en hausse de +14,3 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 828 millions d'euros, en baisse de -39,2% par rapport au quatrième trimestre 2022. L'impôt s'établit à -173 millions d'euros, en baisse de -57,2%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 546 millions d'euros, en baisse de -36,2% par rapport au quatrième trimestre 2022. Entre le quatrième trimestre 2023 et le quatrième trimestre 2022, le **résultat net part du Groupe** est en hausse sur la Gestion d'Actifs (+4,1%), en baisse sur les métiers d'assurances (-47,0%) et la gestion de fortune (-55,9%) en raison des premiers frais liés à la transaction Degroof Petercam et divers éléments non récurrents.

Sur l'ensemble de l'année 2023, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 6 688 millions d'euros, en hausse de +6,8% par rapport à l'ensemble de l'année 2022, avec une contribution positive portée par tous les métiers. Les charges hors FRU sont en hausse de +3,0%. Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 43,0 %, en baisse de -1,6 point de pourcentage par rapport à l'ensemble de l'année 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 3 808 millions d'euros, en hausse de +10,0% par rapport à l'ensemble de l'année 2022. L'impôt s'établit à -872 millions d'euros en baisse de -7,3%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 2 541 millions d'euros, en hausse de +11,4% par rapport à l'ensemble de l'année 2022, sur l'ensemble des métiers du pôle : la gestion d'actifs (+8,6%), les métiers d'assurances (+12,6%) et la gestion de fortune (+12,5%).

Sur l'ensemble de l'année 2023, le pôle GEA contribue à hauteur de 38% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et à hauteur de 26% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,4 milliards d'euros dont 10,6 milliards d'euros sur les Assurances, 1,3 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,6 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 52,9 milliards d'euros dont 33,6 milliards d'euros sur les Assurances, 13,4 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,9 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit à 23,6% au 31 décembre 2023.

Résultats Assurances

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire** des assurances atteint 521 millions d'euros, en baisse de -47,3% par rapport au quatrième trimestre 2022 proforma IFRS17 impactés par une forte sinistralité climatique sur le trimestre en comparaison d'un quatrième trimestre 2022 favorable (-262 millions d'euros) et un effet de base IFRS 17⁶³ / autres (~ -205 millions d'euros).

Le produit net bancaire est constitué notamment ce trimestre de 588 millions d'euros de revenus sur l'Epargne retraite⁶⁴, 188 millions d'euros sur la protection des personnes⁶⁵ et -30 millions d'euros en assurances-dommages⁶⁶.

⁶³ Effet de base au T4-22 ne tenant pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022, le cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille

⁶⁴ Montant d'allocation de CSM et de RA yc. assurances obsèques

⁶⁵ Montant d'allocation de CSM et de RA

⁶⁶ Net du coût de la réassurance, hors résultat financier

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 447 millions d'euros et le niveau d'impôts est de -79 millions d'euros. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 335 millions d'euros, en baisse de -47,0% par rapport au quatrième trimestre 2022 proforma IFRS17.

La « *Contractual service margin* », ou CSM s'élève à 23,8 milliards d'euros au 31 décembre 2023, en augmentation de +9,5% par rapport au 31 décembre 2022 grâce à une CSM sur affaires nouvelles supérieure à l'allocation de CSM en résultat, dans un contexte de marché favorable à l'Epargne /Retraite. Le facteur d'allocation de CSM⁶⁷ sur stock s'élève à 8,5% sur l'ensemble de l'année 2023.

Le produit net bancaire de l'assurance sur l'ensemble de l'année **2023** atteint 2 543 millions d'euros, en hausse de +11,7% par rapport à l'ensemble 2022, et de -2,3% hors effet de base IFRS17⁶⁸, en raison notamment d'une sinistralité (tempêtes et inondations) défavorable en fin d'année 2023. Le résultat brut d'exploitation est supérieur de +10,4% par rapport à l'ensemble de 2022. Enfin, la charge d'impôt sur 2023 diminue de -18,1% notamment expliqué par un effet base 2022. Pour finir, le résultat net part du groupe atteint 1 653 millions d'euros, en hausse de +12,6% par rapport à l'ensemble de l'année 2022.

Les Assurances contribuent à hauteur de 25% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2023 et de 10% à leurs revenus sous-jacents.

Crédit Agricole Assurances affiche, par ailleurs sa solidité et sa résilience avec un ratio prudentiel Solvabilité 2 à un niveau élevé de 214% au 31 décembre 2023, en hausse de 10 points de pourcentage par rapport à fin 2022 et en baisse de 8 points de pourcentage par rapport au 30 juin 2023.

Résultats Gestion d'actifs

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire** atteint 786 millions d'euros, en progression de +2,1% par rapport au quatrième trimestre 2022, grâce à la résistance des commissions de gestion, des revenus financiers portés par la hausse des taux court terme, et un bon niveau de commissions de surperformance malgré l'impact réglementaire (ESMA). Les **charges** d'exploitation hors FRU s'élèvent à -435 millions d'euros, en hausse de +2,7% par rapport au quatrième trimestre 2022 et sont maîtrisées malgré le contexte inflationniste, grâce aux efforts constants de productivité et aux synergies Lyxor pleinement réalisées. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'établit à 55,3%. Le **résultat brut d'exploitation** augmente de +1,4% par rapport au quatrième trimestre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant la contribution des joint-ventures asiatiques d'Amundi, s'établit à 29 millions d'euros, en hausse de +20,5% par rapport au quatrième trimestre 2022, et la charge d'impôt s'élève à -89 millions d'euros, en hausse de +2,0%. Au final, le **résultat net part du Groupe** augmente de +4,1%, à 195 millions d'euros.

Sur l'ensemble de l'année 2023, le **produit net bancaire** s'établit à un haut niveau (+3 122 millions d'euros), en hausse de +2,2%, tiré comme au trimestre par les revenus financiers (80 millions d'euros vs. -48 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2022) et les revenus d'Amundi Technology (+23,6% à 60 millions d'euros) ; les commissions nettes de gestion sont en légère baisse, dans un environnement marqué par un contexte d'aversion aux risques ; les commissions de surperformance en revanche sont en baisse plus marquée, à -28,0% (123 millions d'euros vs. 171 millions d'euros).

Les charges d'exploitation hors FRU sont maîtrisées, en baisse de -1,5% (+1,9% hors coûts d'intégration Lyxor en 2022), et bénéficient de nouveaux efforts de productivité et des synergies Lyxor. **Le coefficient d'exploitation hors FRU** s'élève à 55,7%, en amélioration de 2,1 points de pourcentage par rapport à l'ensemble de l'année 2022. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** augmente de +7,4% par rapport à l'ensemble de l'année 2022. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +15,7%. Au final, le résultat net part du Groupe de l'ensemble de l'année s'établit à 760 millions d'euros en hausse de +8,6%.

⁶⁷ Facteur d'allocation de CSM = Allocation CSM en P&L / [CSM ouverture + évolution du stock + New Business]

⁶⁸ Effet de base IFRS17 : c'est-à-dire, après retraitement de l'effet de base de 2022 qui ne tenait pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 (cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille)

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2023 et 12% de leurs revenus sous-jacents.

Résultats Gestion de fortune⁶⁹

Le **produit net bancaire** de la gestion de fortune du quatrième trimestre 2023, quoiqu'en baisse de -4,1% par rapport au quatrième trimestre 2022 se maintient à un niveau élevé à 247 millions d'euros grâce notamment à un bon niveau de revenus sur les commissions (+9% par rapport au quatrième trimestre 2022). Les **charges hors FRU** atteignent 217 millions d'euros, en hausse de +6,5%, principalement impactées par des frais de transaction liés au projet Degroof Petercam et des éléments non récurrents. Le **coefficient d'exploitation** augmente de +8,7 points de pourcentage sur trois mois pour s'établir à 87,6%. Le résultat brut d'exploitation diminue de -43,8% à 31 millions d'euros. Hors frais liés à la transaction Degroof Petercam et éléments non récurrents, le résultat brut d'exploitation s'élève à +46,9 millions d'euros, en baisse de -5,0% par rapport au troisième trimestre 2023 et -13,9% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 15 millions d'euros, -55,9% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Sur l'ensemble de l'année 2023, le produit net bancaire du métier gestion de fortune dépasse le milliard d'euros pour atteindre 1 023 millions d'euros, en augmentation de +10,1% par rapport à l'ensemble de l'année 2022. Les charges hors FRU sont en augmentation de +6,9%. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +25,7% pour s'établir à 195 millions d'euros. Ainsi, le résultat net part du Groupe augmente de +12,5% pour atteindre 127 millions d'euros en 2023. Sur l'ensemble de l'année 2023, le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 80,6% et s'améliore de -2,3 points de pourcentage par rapport à 2022.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2023 et 4% de leurs revenus sous-jacents.

Activité du pôle Grandes clientèles

La **Banque de financement et d'investissement (BFI)** et les **services financiers aux institutionnels** confirment ce trimestre un bon niveau d'activité.

Au quatrième trimestre, les revenus sous-jacents⁷⁰ de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** sont en légère augmentation de +1,1% par rapport au quatrième trimestre 2022, et s'établissent à 1 452 millions d'euros. Cette hausse est tirée par la **Banque de Financement** avec des revenus sous-jacents à 860 millions d'euros, en hausse de +4,4% par rapport au quatrième trimestre 2022 grâce à un haut niveau de revenus sur la banque commerciale (+6,8% par rapport au 4^{ème} trimestre 2022) porté par les activités de *Cash management* et de Télécoms. Le PNB des financements structurés augmente de +0,7% par rapport au 4^{ème} trimestre 2022, confirmant ainsi la bonne dynamique commerciale, notamment sur le *Shipping* et le *Power*. Les revenus sous-jacents de la **Banque de Marché et d'Investissement** sont en baisse de -3,2% par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'établissent à 592 millions d'euros ; les revenus sur FICC sont en baisse de -3,1% par rapport au quatrième trimestre 2022 en raison d'un effet de base défavorable, mais les revenus de ce trimestre restent à un niveau élevé et sont tirés par les produits structurés de taux et la titrisation. En banque d'investissement, le quatrième trimestre est marqué par une bonne performance des structurés actions.

Sur l'année 2023, les revenus sous-jacents⁷¹ de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** sont en augmentation de +7,1% par rapport à 2022, et s'établissent au niveau record de 6 140 millions d'euros. Cette hausse est tirée par la **Banque de Marché et d'Investissement** dont les revenus sous-jacents s'établissent à 2 968 millions d'euros, et sont en forte hausse de +12,7% par rapport à 2022 ; en particulier grâce aux revenus sur FICC portés par les produits structurés de taux, le crédit primaire et la titrisation. Les revenus de la banque d'investissement sont en

⁶⁹ Périmètre Indosuez Wealth Management

⁷⁰ Les éléments spécifiques de la BFI ont un impact de +7,8 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending) pour +6,0 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour +1,8 million d'euros vs - 62,6 millions d'euros au quatrième 2022.

⁷¹ Les éléments spécifiques de la BFI ont un impact de -38,9 millions d'euros sur l'année 2023 et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending) pour - 14,6 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour -24,3 millions d'euros vs. +1,9 million d'euros sur l'année 2022.

augmentation sur l'année grâce à la bonne performance des structurés actions. **La Banque de Financement** affiche des revenus sous-jacents à 3 173 millions d'euros, en hausse de +2,3% par rapport à 2022 grâce à une forte croissance des revenus sur les financements structurés de +7,1%, avec une progression des revenus de l'ensemble des lignes produits. Les revenus de la banque commerciale sont stables par rapport à 2022, et bénéficient d'une bonne performance sur le Cash management et les Télécoms.

La Banque de Financement et d'Investissement affiche des **positions de leader** sur les crédits syndiqués (#2 en France⁷² et #3 en EMEA⁷³) et sur les émissions obligataires (#2 *All bonds in EUR Worldwide*⁷⁴ et #2 *Green, Social & Sustainable bonds en EUR*⁷⁵). La Banque de Financement et d'Investissement gagne des positions sur les émissions obligataires en euro, passant de la 5^{ème} place en 2021, à la 3^{ème} place en 2022 et à la 2^{ème} place en 2023. La **VaR** réglementaire moyenne s'établit à 13,2 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2023 en baisse par rapport au troisième trimestre 2023 à 15,6 millions d'euros, en lien avec l'évolution des positions et celle des marchés financiers. Elle demeure à un niveau reflétant la **gestion prudente des risques**.

Au quatrième trimestre 2023, les **encours conservés et administrés des Services financiers aux institutionnels (CACEIS)** sont en hausse respective de +15,4% et +51,9% par rapport au quatrième trimestre 2022, grâce à la consolidation des encours d'ISB⁷⁶, au dynamisme commercial et à un effet marché favorable. Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +4,5% à fin décembre 2023 par rapport à fin septembre 2023 pour atteindre 4 707 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont quant à eux en hausse de +1,5% à fin décembre 2023 par rapport à fin septembre 2023, pour atteindre 3 299 milliards d'euros. Par ailleurs, les **volumes de règlement-livraison** progressent de +39% (hors ISB) au quatrième trimestre 2023 par rapport au quatrième trimestre 2022.

Résultats pôle Grandes clientèles

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire** du pôle Grandes clientèles atteint 1 935 millions d'euros, en hausse de +13,0% par rapport au quatrième trimestre 2022, principalement du fait de l'effet de la consolidation d'ISB⁷⁷ dans les Services financiers aux institutionnels et d'une bonne performance de la Banque de Financement et d'Investissement tirée par la banque de financement. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse par rapport au quatrième trimestre 2022 (+20,8%), effet de la consolidation d'ISB, ainsi que des frais de personnel et des investissements IT accompagnant le développement des métiers. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en hausse de +1,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 à 726 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation nette globale du **coût du risque** de -39 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, à comparer à une dotation de -15 millions d'euros au quatrième trimestre 2022. Le **résultat avant impôts** s'élève à 691 millions d'euros, stable sur la période (-0,2%). La charge d'impôt s'élève à -129 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** atteint 525 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, à comparer avec un résultat de 499 millions d'euros au quatrième trimestre 2022.

Sur l'**année 2023**, le **produit net bancaire** du pôle Grandes clientèles s'établit à 7 779 millions d'euros, soit +10,9% par rapport à 2022, performance essentiellement liée aux bons résultats de la Banque de marché et d'Investissement, ainsi qu'à l'effet de la consolidation d'ISB. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +15,4% par rapport à 2022 à 4 507 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT ainsi qu'à l'effet de la consolidation d'ISB. Les **charges FRU** sont en nette baisse de -29,4% par rapport à 2022. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** de l'année 2023 s'élève à 2 960 millions d'euros, en hausse de +11,0% par rapport à 2022. Le **coût du risque** termine en 2023 en dotation nette de -120 millions d'euros par rapport à une dotation de -251 millions

⁷² Refinitiv

⁷³ Refinitiv

⁷⁴ Refinitiv

⁷⁵ Bloomberg

⁷⁶ RBC Investor Services en Europe est devenu CACEIS Investor Services Bank («ISB») et est consolidé depuis le T3-2023, hors UK dont le closing est prévu dans les prochains trimestres

⁷⁷ Impacts de la consolidation d'ISB sur le T4-2023 : PNB +111,3 m€, charges -100,1 m€ et RNPG +4,8 m€

d'euros en 2022 qui intégrait l'impact de la guerre Ukraine /Russie. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'établit à 2 011 millions d'euros, en forte hausse de +17,6% par rapport à 2022.

Le pôle contribue à hauteur de 38% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2023 et de 26% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 134,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 16,9% à fin décembre 2023.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **quatrième trimestre 2023**, le **produit net bancaire** de la Banque de Financement et d'Investissement s'établit à 1 460 millions d'euros, soit le plus haut niveau de revenus pour un 4^{ème} trimestre. Il est en hausse de +6,3% par rapport au quatrième trimestre 2022, croissance tirée ce trimestre par la Banque de Financement. Les **charges d'exploitation hors FRU** enregistrent une hausse de +8,9% pour s'établir à -848 millions d'euros, principalement en raison d'un effet de base défavorable sur les taxes, de la hausse des rémunérations variables en lien avec la performance de l'activité, et aussi en lien avec les investissements humains et IT en accompagnement du développement des métiers. Le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de +2,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'établit ainsi à 611 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation hors FRU atteint 58,1%, en variation défavorable de +1,4 point de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette faible de -32 millions d'euros, à comparer à une dotation de -12 millions d'euros au quatrième trimestre 2022. Enfin, le **résultat avant impôt** du quatrième trimestre 2023 s'élève à 580 millions d'euros, stable par rapport à 582 millions d'euros au quatrième trimestre 2022. La charge d'impôt est de -99 millions d'euros. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 470 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2023, en hausse de +7,0% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Sur l'année 2023, le **produit net bancaire** progresse de +6,3% par rapport à 2022 pour s'établir à 6 101 millions d'euros. Il dépasse pour la première fois 6 milliards d'euros, et atteint son plus haut niveau historique pour une année. Les **charges hors FRU** augmentent de +10,7%, principalement sur les frais de personnel intégrant l'ajustement des rémunérations variables à l'activité, ainsi que sur les frais informatiques pour accompagner le développement des métiers. La **contribution au FRU** enregistre une baisse significative de -29,5% et s'élève à -271 millions d'euros sur 2023. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 2 485 millions d'euros est en nette hausse (+6,6% par rapport à 2022). Le **coût du risque** enregistre une dotation de -111 millions d'euros sur 2023, contre -248 millions sur 2022 qui enregistraient le provisionnement prudent des expositions russes (provision de -374 millions d'euros sur encours sains sur la Russie en 2022). La charge d'impôt s'élève à -578 millions d'euros, en hausse de +12,1% en lien avec la croissance de l'activité. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit au plus haut niveau historique à 1 754 millions d'euros pour l'année 2023, progressant de +14,6% sur la période.

Les **emplois pondérés à fin décembre 2023** sont en baisse de -5,3 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2022, et de -3,2 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2023 à 124,9 milliards d'euros. Cette baisse sur l'année s'explique par un effet change favorable, une consommation maîtrisée sur les activités de financement, la normalisation du risque de marché qui revient à des niveaux pré-crise russo-ukrainienne et par une amélioration continue de qualité du portefeuille de crédit.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au **quatrième trimestre 2023**, le **produit net bancaire** des services financiers aux institutionnels enregistre une forte hausse de +39,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'établit à 475 millions d'euros. Cette

progression est principalement liée à l'effet de la consolidation d'ISB^{78,79}; elle est tirée également par la croissance des commissions grâce à la progression des encours et les premières synergies avec ISB. La marge d'intérêt est stable par rapport au troisième trimestre 2023, mais progresse par rapport au quatrième trimestre 2022. Les **charges d'exploitation** hors FRU sont en hausse de +62,6% à -360 millions d'euros. Elles reflètent aussi l'effet de la consolidation d'ISB et intègrent -25,4 millions d'euros de coûts d'intégration au titre de l'acquisition d'ISB. Le **résultat brut d'exploitation** est en baisse de -2,9% et s'établit à 114 millions d'euros au quatrième trimestre 2023. Le coefficient d'exploitation hors FRU ressort à 75,9%, et à 70,6% hors frais d'intégration d'ISB, soit une variation défavorable de +5,3 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022. Le trimestre enregistre également 5 millions d'euros en résultat sur les sociétés mises en équivalence. Ce dernier intègre à présent la contribution d'Uptevia depuis le premier trimestre 2023. Le **résultat net** atteint ainsi 81 millions d'euros, en baisse de -8,1% par rapport au quatrième trimestre 2022. Après partage avec les minoritaires pour 26 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'élève à 55 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, soit -8,3% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Le produit net bancaire de l'année 2023 est en hausse de +31,5% par rapport à 2022, effet de la consolidation d'ISB, de la bonne dynamique commerciale notamment sur les commissions et de la hausse de la marge d'intérêt. Les charges **hors FRU** sont en hausse de +31,7% et intègrent -39,5 millions d'euros de frais d'intégration au titre de l'acquisition des activités d'ISB, tandis que les **charges FRU** enregistrent une forte baisse de -28,3%. Le **résultat brut d'exploitation** est en très forte hausse de 41,2% par rapport à 2022. Le **résultat net** est ainsi en hausse de +42,4%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sur 2023 s'établit à 257 millions d'euros, en progression de +43,3% par rapport à 2022.

L'intégration complète d'ISB est planifiée d'ici fin 2025 avec les fusions juridiques des entités et les migrations des clients planifiées en 2024.

Activité Services financiers spécialisés

Au quatrième trimestre 2023, la **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) s'élève à 12,1 milliards d'euros, stable par rapport au quatrième trimestre 2022, reflétant la poursuite de la sélectivité des dossiers. La part de la production trimestrielle liée au canal automobile⁸⁰ s'élève à 53%. En **cumul, sur l'année 2023**, la production est en hausse de +5,4%, portée par la progression du canal Automobile (+17%). Par ailleurs, l'année a été marquée par le franchissement du cap de 1 million de véhicules financés en Europe depuis le début 2023. Ce chiffre confirme la dynamique de CACF sur le marché de la mobilité. Enfin, le **taux client à la production** poursuit sa progression et enregistre une hausse de +39 points de base par rapport au troisième trimestre 2023. Les **encours** gérés de CACF s'établissent à 113 milliards d'euros à fin décembre 2023, soit une hausse de +1,8 % sur un an. Les encours des entités automobiles représentent 44,7 milliards d'euros, soit 40% des encours totaux, dont 27,5⁸¹ milliards au titre de Crédit Agricole Auto Bank. La contribution de Leasys aux encours de décembre 2023 est de 7,5 milliards d'euros à 100%.

Pour rappel, sur l'année 2023, l'activité du pôle Services financiers spécialisés et en particulier de CACFa été marquée par la réorganisation des activités « Mobilité » dont : (1) la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis, effectif depuis début avril 2023 et qui se matérialise par la finalisation de la création de la joint-venture Leasys détenue à 50/50 avec Stellantis et la reprise à 100% de CA Auto Bank (anciennement FCA Bank) et Drivalia (location automobile, autopartage) ; (2) l'acquisition depuis début août 2023 par CACF des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays européens représentant une flotte totale de plus de 100 000 véhicules (dont 30 000 véhicules repris par Leasys et 70 000 par CA Auto Bank) et un total d'encours d'1,7 milliard d'euros et (3) enfin la création de CA Mobility Services pour créer 20 offres de service d'ici 2026, via notamment la prise

⁷⁸ RBC Investor Services en Europe est devenu CACEIS Investor Services Bank (« ISB ») et est consolidé depuis le T3-2023, hors UK dont le closing est prévu dans les prochains trimestres

⁷⁹ Impacts de la consolidation d'ISB sur le T4-2023 : PNB +111,3 m€, charges -100,1 m€ et RNPG +4,8 m€

⁸⁰ CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

⁸¹ Encours CAAB, y compris les encours gérés de Drivalia

de participation minoritaire dans WATEA par Crédit Agricole Leasing & Factoring, la création d'une co-entreprise avec Opteven et la prise de participation dans le capital d'HiFlow.

En outre, Agilauto Partage, filiale commune de Crédit Agricole Consumer Finance et Crédit Agricole Leasing & Factoring a inauguré le service d'autopartage rural du groupe Crédit Agricole. Ce nouveau service de mobilité électrique s'inscrit dans le projet sociétal du groupe Crédit Agricole pour accélérer les transformations indispensables de la société en proposant des solutions innovantes et adaptées aux besoins de tous. De plus, depuis le 1er janvier 2024, Sofinco Auto Moto Loisirs s'est rapproché de CA Auto Bank France pour créer le futur leader du financement de la mobilité en France. Le nouveau CA Auto Bank France ambitionne d'atteindre 3,2 milliards d'euros de production d'ici 2026. Enfin, Leasys, le 3^{ème} acteur du marché européen, vise un objectif d'atteindre 1 million de véhicules d'ici 2026.

L'activité de **Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F)** est dynamique au quatrième trimestre 2023 et se traduit par un gain de parts de marché en France en affacturage et en crédit-bail mobilier⁸². La **production commerciale en affacturage** reste soutenue sur le trimestre, +22,8% par rapport au quatrième trimestre 2022, sur l'ensemble des segments et avec les deals significatifs en France. Les **encours d'affacturage** sont en hausse de +8,5% par rapport à fin 2022, grâce à la hausse du chiffre d'affaires factoré à un niveau record de 32 milliards d'euros, tiré par la France et Allemagne. La **production commerciale en crédit-bail** progresse de +3,9% par rapport au quatrième trimestre 2022, tirée par le marché des énergies renouvelables et France et par la production en Pologne. Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de +7,9% sur un an, à la fois en France et à l'international et atteignent 18,9 milliards d'euros à fin décembre 2023 (dont 15 milliards d'euros en France et 3,9 milliards d'euros à l'international).

Résultat Services financiers spécialisés

Le **résultat net part du Groupe** du quatrième trimestre 2023⁸³ et de l'année 2023⁸⁴ du pôle Services financiers spécialisés est positivement impacté par la réorganisation des activités *Mobilité* de CACF.

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire** des Services financiers spécialisés est en hausse de +23,9% par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'élève à 880 millions d'euros, dont +196 millions d'euros au titre de la contribution de CA Auto Bank au revenu trimestriel du pôle. Les charges hors FRU s'élèvent à -449 millions d'euros, en hausse de +24,9%, dont -78 millions d'euros de CA Auto Bank. En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** est en progression de +22,9% à 431 millions d'euros et le **coefficient d'exploitation** hors FRU s'établit à 51% (+0,4 points de pourcentage). Le **coût du risque** est en hausse de +26,6%, à -184 millions d'euros, dont -25 millions d'euros de contribution de CA Auto Bank sur le trimestre. La baisse du **résultat des sociétés mises en équivalence** de -41,6% par rapport au quatrième trimestre 2022, à 40 millions d'euros, ainsi que l'impact positif de +12 millions d'euros sur la **variation de valeur des écarts d'acquisition** sont liés exclusivement aux éléments de la réorganisation des activités *Mobilité* de CACF. La **charge d'impôt** d'élève à -53 millions d'euros, en baisse de -13,3% par rapport au quatrième trimestre 2022 et en légère hausse de +1,6% hors éléments *one-off* du trimestre⁸³. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** atteint 217 millions d'euros, +19,3% sur la période. Hors éléments *one-off* du trimestre⁸³, le résultat s'établit à 200 millions d'euros, stable (+1%) par rapport au quatrième trimestre 2022.

Sur l'année **2023**, le **produit net bancaire** des Services financiers spécialisés augmente de +29,3% à 3 597 millions d'euros, porté par une bonne performance de CAL&F (+8,0% par rapport à l'année 2022) et des revenus en hausse pour CACF (+35,9% par rapport à 2023) grâce au pivot stratégique initié cette année autour de la *Mobilité*, notamment l'intégration à 100% de CA Auto Bank, la reprise des activités ALD/LeasePlan et la création de *CA Mobility Services*. Hors éléments *one-off* de l'année 2023⁸⁴, le **produit net bancaire** du pôle s'élève à 3 297 millions d'euros, soit une

⁸² Source ASF : crédit-bail mobilier 12,9%, affacturage 17,4%

⁸³ Les éléments spécifiques (*one-off*) liés à la réorganisation des activités *Mobilité* de CACF, ont impacté le quatrième trimestre 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +17 m€ en RNPG, dont +4 m€ sur les charges, -12 m€ de badwill et +1 m€ sur l'impôt. Pour rappel l'impact en RNPG était de +140 m€ au T2-23 et +19m€ au T3-23.

⁸⁴ Les éléments spécifiques (*one-off*) liés à la réorganisation des activités *Mobilité* de CACF, ont impacté le résultat 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +176 m€ en RNPG (dont 300 m€ sur les revenus, -14 m€ sur les charges, -85 m€ sur le coût du risque, -39 m€ sur le résultat des sociétés mises en équivalence ; +89 m€ de gain sur autres actifs, +12 m€ de badwill et -87 m€ sur l'impôt).

hausse de +18,5% sur la période. **Les charges hors FRU** augmentent de +15,9% comparé à 2022, en lien, notamment avec la hausse des frais de personnel, les frais IT et l'effet périmètre. Le coefficient d'exploitation hors FRU reste bas, à 51,9%, en amélioration de -5,4 points de pourcentage par rapport à 2022. **La contribution au FRU** s'élève à -29 millions d'euros sur l'année 2023, en baisse de -15,7% par rapport à la même période 2022. **Le coût du risque** s'établit à -870 millions d'euros sur l'année 2023, en hausse de +63,3% sur l'année 2023 (+47,4% hors éléments one-off⁸⁴). Outre l'effet périmètre lié à l'intégration à 100% de CA Auto Bank, la hausse du coût du risque sur l'année s'explique par le rehaussement des provisions sur le risque avéré. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -57,9% (-46,6% retraités des éléments one-off⁸⁴) par rapport au 2022. La **charge d'impôt** hors éléments one-off⁸⁴ s'établit à -214 millions d'euros (+2,1% par rapport à 2022). Le **résultat net part du Groupe** atteint ainsi 751 millions d'euros, en hausse de +13,4% par rapport à 2022, mais en baisse de -11,9% hors éléments one-off de l'année 2023⁸⁴, en lien notamment avec la hausse du coût du risque sur la période.

Le pôle contribue à hauteur de 10% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2023 et de 13% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 6,5 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 68,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10,1 % au 31 décembre 2023.

Résultats Crédit à la consommation

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire** s'élève à 690 millions d'euros, en hausse de +30,4% par rapport au quatrième trimestre 2022, bénéficiant de la consolidation de CAAB⁸⁵ et d'un taux de marge à la production en progression par rapport au troisième trimestre 2023, tiré par la progression du taux client ainsi que la stabilisation du coût de refinancement. Les **charges** hors FRU s'élèvent à -350 millions d'euros, en hausse de +33,6%, principalement sous l'effet de la consolidation de CA Auto Bank⁸⁵. Hors effet périmètre et les éléments one-off les charges sont maîtrisées, + 3,6% par rapport au quatrième trimestre 2022. Par conséquent, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 341 millions d'euros, en hausse de +27,2%, et le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 50,6%, en amélioration de +1,2 points de pourcentage. Le **coût du risque** s'élève à -170 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, en hausse de +39,1%⁸⁵, par rapport à la même période en 2022, mais poursuit sa normalisation depuis le troisième trimestre 2023. Le **coût du risque** sur encours annualisé s'élève à 121 bps⁸⁶. Les taux de créances douteuses et de couverture s'élèvent respectivement à 4,0% (stable par rapport au septembre 2023) et 80,8% (contre 82,4% à fin juin 2023). Le résultat des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -39,4% par rapport au quatrième trimestre 2022 (-45,9% hors éléments one-off du trimestre⁸⁷) et s'établit à 41 millions d'euros, dont la contribution de Leasys pour 17 millions d'euros. La **variation de valeur des écarts d'acquisition** s'élève à 12 millions d'euros sur le trimestre et correspond au badwill lié à la réorganisation des activités Mobilité. La charge **d'impôts** atteint -35 millions d'euros, -31% par rapport à la même période en 2022. Hors éléments spécifiques, elle s'élève à -51 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, en baisse de -16%. Enfin, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 168 millions d'euros (+24,4%). Hors éléments one-off liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁸⁷, il atteint 150 millions d'euros, stable (-0,2%) par rapport au quatrième trimestre 2022.

Sur l'année 2023, les éléments spécifiques qui affectent le Crédit à la consommation sont liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁸⁸. Le **produit net bancaire** publié s'élève à 2 889 millions d'euros (+35,9%). Retraité des éléments one-off⁸⁸ il s'établit à 2 589 millions d'euros, en hausse de +21,8% par rapport aux 2022,

⁸⁵ Contribution de CA Auto Bank au T4-23 : hors éléments one-off, contribution de +62 m€ en RNPG, dont +196 m€ sur les revenus, -83 m€ sur les charges, -25 m€ sur le coût du risque

⁸⁶ Coût du risque sur encours (en pb) annualisé calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par 4

⁸⁷ Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ont impacté le quatrième trimestre 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +17 m€ en RNPG, dont +4 m€ sur les charges, +12 m€ de badwill et +1 m€ sur l'impôt. Pour rappel l'impact en RNPG était de +140 m€ au T2-23 et +19m€ au T3-23.

⁸⁸ Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ont impacté le résultat 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +176 m€ en RNPG (dont 300 m€ sur les revenus, -14 m€ sur les charges, -85 m€ sur le coût du risque, -39 m€ sur le résultat des sociétés mises en équivalence ; +89 m€ de gain sur autres actifs, +12 m€ de badwill et -87 m€ sur l'impôt).

bénéficiant de l'intégration de CA Auto Bank, qui compense l'impact négatif de la hausse des coûts de refinancement sur le prix à la production. Les **charges** publiées s'élèvent à -1 291 millions d'euros (+19,7%) hors FRU. Retraités des éléments *one-off*⁸⁸, les charges sont en hausse de +18,4% par rapport à 2022 et stables à périmètre constant. La contribution au FRU s'élève à -13 millions d'euros (-17,7% par rapport au 2022). Le **coefficient d'exploitation** hors éléments *one-off*⁸⁸ et hors FRU est en amélioration de -1,4 points de pourcentage par rapport au 2022 à 49,3%. En conséquence, hors éléments *one-off*⁸⁸, le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de +25,9% par rapport au 2022. Le **coût du risque**⁸⁹ s'élève à -808 millions d'euros (+68,2% sur l'année 2023). Retraité des éléments *one-off*⁸⁸, le coût du risque s'établit à 723 millions d'euros, en hausse de +50,6% par rapport à 2022. Hormis l'effet périmètre, le coût du risque poursuit sa normalisation. Le **cout du risque sur l'encours** s'établit à 121 points de base à fin décembre 2022 (-4 point de base par rapport au 2022). La contribution des **sociétés mises en équivalence** s'élève à 134 millions d'euros, -56,5% par rapport à 2022 et -45,5% retraité des éléments *one-off*⁸⁸. Le **résultat sur autres actifs** s'élève à 78 millions d'euros. Cette ligne est principalement composée d'éléments *one-off*⁸⁸. Hors ces éléments, le **résultat net sur autres actifs** s'élève à -11 millions d'euros sur l'année 2023. Enfin, la **charge d'impôt** est stable sur l'année hors éléments *one-off*⁸⁸. Les intérêts minoritaires sont en baisse de -26,3% à -79 millions d'euro par rapport à 2022. Ainsi, le **résultat net part du Groupe publié de l'année 2023** s'élève à 675 millions d'euros (+16,6%). Retraité des éléments *one-off*⁸⁸, le résultat 2023 atteint 499 millions d'euros, en baisse de -16,1% par rapport à 2022.

Résultats Leasing & Affacturage

Au **quatrième trimestre 2023**, le **produit net bancaire** atteint 189 millions d'euros, en hausse de +5% par rapport au quatrième 2022, tiré principalement par le leasing. Les revenus sur l'affacturage sont restés stables sur le trimestre, l'effet volume favorable ayant été compensé par une baisse du prix moyen. Les **charges hors FRU** restent maîtrisées avec une hausse modérée de +1,7% par rapport au quatrième trimestre 2022, principalement liée à la hausse des salaires en Pologne et aux moyens alloués pour accompagner les développements en Allemagne et en Italie. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'élève à 52,4%, en amélioration de -1,7 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022. En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** atteint 90 millions d'euros, en progression de +8,9% par rapport au quatrième trimestre 2022. Le **coût du risque** poursuit sa normalisation et s'établit à -14 millions d'euros sur le trimestre, en baisse de -39,3% par rapport à la même période en 2022, qui s'explique notamment par un effet de base du quatrième trimestre 2022 élevé sur le risque avéré. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 49 millions d'euros, en hausse de +4,8% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Sur l'année 2023, le **produit net bancaire** s'établit à 708 millions d'euros, en hausse de +8,0% par rapport au 2022, tirée par une bonne dynamique des activités d'affacturage, notamment en France et la progression des volumes de crédit-bail en Pologne. **Les charges hors FRU** s'établissent à -381 millions d'euros, en hausse maîtrisée de +4,6% par rapport à l'année 2022, principalement liée à la révision des salaires et l'accompagnement de la croissance en Pologne, ainsi que la bonne maîtrise des charges IT sur l'année. La contribution au FRU s'élève à -15 millions d'euros sur 2023 (-14,0% par rapport à 2022). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** affiche une progression à +14% par rapport à l'année 2022 pour atteindre 311 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'établit 53,9%, en amélioration de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'année 2022. Le **coût du risque** atteint -63 millions d'euros, en hausse de +18,6% sur la période, principalement liée au renforcement des provisions pour le risque avéré en France et sur quelques pays à l'international. Enfin, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 176 millions d'euros, en hausse de +2,8% par rapport à l'année 2022.

⁸⁹ Contribution de CA Auto Bank sur l'année 2023 : hors éléments *one-off*, contribution de +194 m€ en RNPG, dont +575 m€ sur les revenus, -217 m€ sur les charges, -78 m€ sur le coût du risque, -76 sur l'impôt.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banques de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre en France, la production de crédits suit la tendance de marché et poursuit son ralentissement notamment chez LCL, dans un contexte de hausse des taux, mais la conquête reste soutenue, et l'équipement des clients en assurances est dynamique.

Activité Banque de proximité en France

Pour la **Banque de proximité en France**, la production de crédit chez **LCL** baisse de -31,1% par rapport au quatrième trimestre 2022, en lien avec le ralentissement global du marché lié au contexte de hausse des taux du marché et avec un effet base lié au niveau de production élevé en 2022. Sur le marché des Professionnels, la production est en baisse de -14,0% par rapport au quatrième trimestre 2022, -11,0% sur le marché Entreprises, -50,5% sur l'Habitat dans un contexte de ralentissement du marché français (-38% sur la production habitat selon la Banque de France quatrième trimestre 2023/ quatrième trimestre 2022), tandis que les taux à la production des prêts habitat poursuivent leur hausse (+46 points de base du taux entre le troisième trimestre 2023 et le quatrième trimestre 2023). Le taux à la signature s'établit à 4,41% (première semaine de janvier 2024). Les encours de crédits atteignent 168,8 milliards d'euros à fin décembre 2023 en hausse de +2,7% par rapport à fin décembre 2022, dont +3,4% sur les crédits habitats, +3,8% sur les crédits aux professionnels, +0,5% sur les crédits aux entreprises et +0,5% sur les crédits à la consommation. Les encours de collecte, qui s'établissent à 247,6 milliards d'euros à fin décembre 2023, sont également en hausse, de +5,3% par rapport à fin décembre 2022, portés par la collecte bilan (+7,0%) en lien avec la progression des comptes à terme (+94,0% par rapport à fin décembre 2022, +22,0% par rapport à fin septembre 2023) et des livrets / DAV rémunérés (+9,3% par rapport à fin décembre 2022, +1,7% par rapport à fin septembre 2023), l'épargne hors bilan étant en hausse également par rapport à fin décembre 2022 (+2,2%) portée par des effets marché positifs.

Sur l'année 2023, la conquête brute s'établit à 331 000 nouveaux clients et la conquête nette à 41 000 clients. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022 pour s'établir à 27,5% à fin décembre 2023.

Activité Banque de proximité en Italie

L'activité de la **Banque de proximité en Italie**, reste soutenue au quatrième trimestre 2023 et le dynamisme est ainsi confirmé sur toute l'année 2023. La conquête brute sur l'année 2023 a ainsi atteint 175 000 nouveaux clients, et le fonds de commerce a cru de 58 000 clients. Le taux d'équipement assurance dommage⁹⁰ poursuit sa progression (+2,0 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022 y compris Creval) pour s'établir à 18,8%.

Crédit Agricole Italia est la banque universelle italienne classée numéro 1 en Indice Recommandation Client en 2023⁹¹, ce qui confirme le fort niveau de satisfaction de ses clients.

En parallèle, les encours de crédits de CA Italia à fin décembre 2023 s'établissent à 61,1⁹² milliards d'euros, en hausse de +2,8% par rapport à fin décembre 2022, contrairement au marché italien en baisse⁹³. La hausse des encours est d'ailleurs particulièrement marquée sur les entreprises, avec +6% par rapport à fin décembre 2022, s'appuyant sur une production très dynamique, en hausse de +38% comparée à fin décembre 2022. Le taux moyen du stock total de crédits poursuit sa progression, en hausse de +42 points de base rapport au troisième trimestre 2023.

Enfin, les encours de collecte à fin décembre 2023 s'élèvent à 115,8 milliards d'euros, en hausse de +3,5% par rapport à fin décembre 2022. En particulier, la collecte bilan s'améliore de +5,4% par rapport à fin décembre

⁹⁰ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

⁹¹ Source Etude Doxa octobre 2023

⁹² Net des encours POCI

⁹³ Source Abi Monthly Outlook Janvier 24: -3,9% décembre/ décembre sur l'ensemble des crédits

2022, notamment tirée par l'épargne à terme. La collecte hors bilan progresse de +1,1% par rapport à fin décembre 2022, malgré la concurrence du titre souverain italien sur la période.

Activité Groupe Crédit Agricole en Italie⁹⁴

Les métiers du Groupe présents en Italie poursuivent leur développement en 2023. Ils servent 6 millions de clients à fin décembre 2023 et la part de marché du Groupe s'élève à 5%.⁹⁵ en Italie à fin 2023.

Les métiers du Groupe se classent 2^{ème} en crédit à la consommation⁹⁶, 3^{ème} en gestion d'actifs⁹⁷, et 4^{ème} en bancassurance vie⁹⁸.

Les encours de crédits sont stables à 100 milliards d'euros à fin décembre 2023, +1% sur l'année. Les encours de collecte globaux atteignent 331 milliards d'euros à fin 2023, en hausse de +4,4% par rapport à fin 2022.

Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Le périmètre de ce pôle inclut l'Egypte, la Pologne et l'Ukraine à fin décembre 2023. Le contrôle de Crédit du Maroc a été cédé au quatrième trimestre 2022, après passage en IFRS 5 au premier trimestre 2022 (cession de 63,7%, la participation résiduelle de 15% étant comptabilisée en IFRS5).

Pour la **Banque de proximité à l'international hors Italie**, l'activité commerciale a été très dynamique en Pologne et Egypte.

Les **encours de crédit** des Banques de proximité à l'international en Pologne, en Egypte et en Ukraine s'établissent 7,3 milliards d'euros à fin décembre 2023 en hausse de +6,5% par rapport à fin décembre 2022, essentiellement tirée par la Pologne et l'Egypte. Les **encours de collecte totale** s'établissent à 11,9 milliards d'euros et sont en hausse de +15,2% par rapport à fin décembre 2022.

Plus particulièrement, à change constant **en Pologne et en Egypte**, les encours de crédit sont en forte hausse de +9,5% par rapport à fin décembre 2022 et les encours de collecte progressent de +12% sur la même période. En **Pologne**, les encours de crédit augmentent de +7% par rapport à décembre 2022 avec une activité très dynamique sur tous les segments (production de crédits +37% par rapport au quatrième trimestre 2022), la collecte bilan progresse +4,0%. En **Egypte**, les encours de crédit augmentent de +22% à change constant par rapport à fin décembre 2022. Les encours de collecte bilan sont en forte progression de +39% à change constant par rapport à fin décembre 2023.

L'excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 2,6 milliards d'euros au 31 décembre 2023, et atteint 4,1 milliards d'euros en incluant le périmètre de l'Ukraine⁹⁹.

Au 31 décembre 2023, le pôle **Banque de proximité** contribue à hauteur de 22% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A hors AHM et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,6 milliards d'euros dont 5,0 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,6 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 102 milliards d'euros dont 53,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 48,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

⁹⁴ Au 31 décembre 2023, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CACF (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS

⁹⁵ En nombre d'agences

⁹⁶ Publication Assofin, 31/12/2022 (hors cartes de crédit)

⁹⁷ Actifs sous gestion Source: Assogestioni, 30/11/2023

⁹⁸ Production. Source: IAMA, 30/04/2023

⁹⁹ Excédent de liquidité en Ukraine déposé essentiellement auprès de la Banque centrale en Ukraine et rémunéré en moyenne à 17% au quatrième trimestre 2023

Résultats Banque de proximité en France

Au quatrième trimestre 2023, le **produit net bancaire** de LCL est en hausse de +4,9% par rapport au quatrième trimestre 2022, et atteint 959 millions d'euros¹⁰⁰. Hors reprise sur provision Epargne Logement, le produit net bancaire est en hausse à +4,2% par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'établit à 953 millions d'euros. La marge nette d'intérêt, hors reprise sur provision Epargne Logement, est en légère hausse par rapport au quatrième trimestre 2022 (+3,5%) et en hausse de +1,3% par rapport au trimestre précédent, soutenue par le *repricing* progressif des crédits et une forte contribution la macrocouverture, mais toujours pénalisée par l'augmentation du coût des ressources clients et du refinancement. Ce trimestre les commissions sont dynamiques (+4,9%) portées par l'assurance vie et non vie. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +12,7% et s'établissent à -654 millions d'euros, mais sont pénalisées par d'une part un effet de base au T4 2022 lié à des éléments non récurrents fiscaux et par d'autre part des éléments non récurrents spécifiques au T4 2022 pour -32 millions d'euros ayant trait à des provisions sur des sujets ressources humaines (provisions sur congés payés), immobilier et IT. La hausse des charges récurrentes est moins significative, s'établissant à +6,0% et est portée par la hausse des frais de personnel et des charges informatiques. Le coefficient d'exploitation hors FRU se détériore de 4,7 points de pourcentage, et atteint ce trimestre 68,2%. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en baisse de -8,8%, à 305 millions d'euros. Le **coût du risque** poursuit sa normalisation, à -96 millions d'euros, en hausse de +23,0% par rapport au quatrième trimestre 2022, et de +37,8% par rapport au troisième trimestre 2023. Le coût du risque sur encours¹⁰¹ s'élève à 18 points de base. Le taux de couverture s'établit à 61,6% à fin décembre, en baisse de -0,4 point de pourcentage ce trimestre par rapport à fin septembre 2023. Le taux de créances douteuses atteint 2,0% à fin décembre 2023, en hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2023. Finalement, le **résultat net part du Groupe** atteint 162 millions d'euros, en baisse de -18,4% par rapport au quatrième trimestre 2022.

Sur l'année 2023, les revenus de LCL sont stables par rapport à l'année 2022 et atteignent 3 850 millions d'euros, sous l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêt (-6,4%) dans un contexte de hausse du coût du refinancement et des ressources, compensée par une hausse des commissions (+4,5%), notamment celles sur l'assurance vie et non-vie et les moyens de paiement. Les charges hors FRU sont maîtrisées (+3,3%) portées essentiellement par les frais de personnel et le coefficient d'exploitation hors FRU reste de bon niveau (+2,0 points de pourcentage) à 62,2% en ligne avec l'objectif PMT de LCL fixé à moins de 65%. Le résultat brut d'exploitation diminue ainsi de -3,5% et le coût du risque augmente de +27,1% en lien avec la normalisation du risque de crédit. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe atteint 835 millions d'euros et diminue de -7,1%.

Au final, le métier contribue à hauteur de 12% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à l'année 2023 et de 15% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 14,2% au 31 décembre 2023.

Résultats Banque de proximité à l'international¹⁰²

Au quatrième trimestre 2023, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 974 millions d'euros, en progression de +8,7% (+11% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2022, tirés principalement par la hausse de la marge nette d'intérêt dans le contexte de hausse des taux. Les **charges d'exploitation** restent maîtrisées malgré le contexte inflationniste et s'élèvent à -627 millions d'euros, soit +5,8% par rapport au quatrième trimestre 2022, +6,0% à change constant. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 347 millions d'euros, en hausse de +14,3% (+19,9% à change constant) sur la période. Le **coût du risque** atteint -102 millions d'euros, en baisse de -46% par rapport au quatrième trimestre 2022. Le **résultat net part du Groupe** de la Banque de proximité à l'international s'établit ainsi à 103 millions d'euros à fin 2023, contre 150 millions d'euros à fin 2022. Pour rappel, le résultat de 2022 intégrait un gain fiscal lié à l'affranchimento chez CA

¹⁰⁰ Dont reprise sur provision Epargne Logement pour 6M€

¹⁰¹ Sur 4 trimestres glissants

¹⁰² Au 31 décembre 2023 ce périmètre inclut les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

Italia pour un impact de +114 millions d'euros en résultat net part du Groupe, partiellement compensé par une provision supplémentaire de -14 millions d'euros sur Crédit du Maroc.

Sur l'année **2023**, les **revenus** de de la **Banque de proximité à l'international** augmentent de +19,7% pour s'établir à 3 949 millions d'euros (+13,7% à change constant). Cette hausse est tirée par la très bonne performance de la marge nette d'intérêt sur la période en lien avec l'environnement très favorable de taux. Les **charges hors FRU** restent maîtrisées dans un contexte inflationniste à -2 118 millions d'euros, en légère hausse par rapport à l'année 2022 à cours courant (+2,5%) et constant (+0,9%), bénéficiant d'un effet de base avec des charges d'intégration de Creval retraitées en sous-jacent en 2022 pour -30 millions d'euros. Le FRU s'élève à 40 millions d'euros sur l'année, soit une progression de +4,9% par rapport à 2023. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 791 millions d'euros, en hausse de +50% (+34,2% à change constant). Le **coût du risque** est en baisse de -33,7% à -464 millions d'euros par rapport à 2022, principalement sous l'effet du provisionnement prudent au titre du risque sur l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du premier trimestre 2022¹⁰³. Au final, le **résultat net part du Groupe** de la **Banque de proximité à l'international** s'établit à 703 millions d'euros, contre 273 millions sur 2022. Rappelons enfin qu'en 2022, un gain fiscal lié à l'affranchimento a bonifié le résultat net part du Groupe de l'Italie à hauteur de 114 millions d'euros, celui-ci a été partiellement compensé par une provision de -14 millions comptabilisée sur Crédit du Maroc¹⁰⁴.

Sur l'année 2023, la Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 10% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) et de 15% à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

Résultats Banque de proximité en Italie

Au **quatrième trimestre 2023**, les **revenus** de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 714 millions d'euros, en hausse de +4,4% par rapport au quatrième trimestre 2022. La hausse des taux continue de soutenir la marge nette d'intérêt ayant un impact positif sur le taux moyen du stock de crédits à l'actif (+42 points de base comparé au troisième trimestre 2023, après +34 points de base au troisième trimestre comparé au deuxième trimestre 2023). Néanmoins, la marge nette d'intérêts du quatrième trimestre 2023 est en légère baisse comparée à celle du troisième trimestre 2023. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse (+3,3%) par rapport au quatrième trimestre 2022, à -499 millions d'euros portées les charges de personnel. Ainsi, le résultat brut d'exploitation augmente (+7,1%) par rapport au quatrième trimestre 2022, s'établissant à 214 millions d'euros. Le **coût du risque** du quatrième trimestre s'élève à -96 millions d'euros, en baisse de -26,5% par rapport au quatrième trimestre 2022, dont -90 millions au titre du risque avéré, et une reprise de +13 millions au titre du provisionnement des encours sains. Le coût du risque sur encours¹⁰⁵ est à 64¹⁰⁶ points de base, en hausse de 9 points de base par rapport au troisième trimestre 2023. Le taux de créances douteuses s'établit à 3,5%, en légère baisse par rapport au troisième trimestre 2023 (-0,1 point) et le taux de couverture à 69,7% (+0,3 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2023). Le résultat avant impôt s'élève à 121 millions d'euros sur le trimestre, soit +68,9% par rapport au même trimestre de l'an dernier. La charge d'impôt représente -38 millions d'euros. Rappelons qu'au quatrième trimestre 2022, un gain fiscal non récurrent lié à l'affranchimento a été comptabilisé et retraité en résultat sous-jacent pour +146 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit ainsi à 64 millions d'euros en baisse de -57,4% par rapport au quatrième trimestre 2022. Hors gain fiscal affranchimento, le résultat net part du Groupe progresse significativement de +77,7% sur la période.

Sur l'année **2023**, les **revenus** de **Crédit Agricole Italia** augmentent de +18,7% pour s'établir à 3 018 millions d'euros. Cette forte progression s'explique majoritairement par la très bonne performance de la marge nette d'intérêt sur l'année en lien avec la hausse des taux. Les **charges hors FRU** sont maîtrisées dans un contexte

¹⁰³ Provisionnement de -195 millions d'euros au titre du risque sur l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du T1-2022

¹⁰⁴ Le contrôle de Crédit du Maroc a été cédé au quatrième trimestre 2022, après passage en IFRS 5 au premier trimestre 2022 (cession de 63,7%, la participation résiduelle de 15% étant comptabilisée en IFRS5)

¹⁰⁵ Sur quatre trimestres glissants

¹⁰⁶ Le coût du risque sur encours s'établit à 55 points de base en trimestre annualisé

inflationniste à 1 662 millions d'euros, en légère hausse de +2% par rapport à 2022, et en hausse de +3,9% une fois retraités des coûts d'intégration Creval de -30 millions d'euros constatés en 2022. Le FRU s'élève à 40 millions d'euros sur l'année, soit une progression de +4,9% par rapport à 2023. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 316 millions d'euros, en hausse de +50,4% par rapport à 2022 (+45,4% après retraitement des coûts d'intégration de Creval de 2022). Le **coût du risque** est en légère hausse de +5,8% à -330 millions d'euros par rapport à 2022. Le coût du risque sur encours s'élève à 55 points de base¹⁰⁷, le taux de couverture reste élevé à 69,7% (+0,3 point de pourcentage sur le trimestre), et le taux de créances douteuses est en baisse de -0,1 point de pourcentage à 3,5%. Le résultat avant impôt s'élève à 990 millions d'euros sur le trimestre, soit +73% par rapport à l'an dernier. La charge d'impôt représente -296 millions d'euros. Rappelons qu'en 2022, un gain fiscal non récurrent lié à l'affranchimento a été comptabilisé et retraité en résultat sous-jacent pour +146 millions d'euros au quatrième trimestre. Le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 540 millions d'euros en hausse de 24,7% par rapport à 2022. Hors gain fiscal affranchimento, le résultat net part du Groupe progresse significativement de +69% sur la période.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 17,7% au 31 décembre 2023.

Résultat Groupe Crédit Agricole en Italie¹⁰⁸

En 2023, le résultat net part du Groupe **sous-jacent** des entités en Italie atteint 1 043 millions d'euros en forte progression de 22% par rapport à 2022. Il reflète l'excellente dynamique des différentes lignes métiers présentes, avec cette année, une contribution en hausse de la marge nette d'intérêt de CA Italia. En termes de répartition par métiers, ce résultat se ventile de la façon suivante : 52% pour la Banque de proximité, 24% pour les Services financiers spécialisés, 15% pour la Gestion de l'épargne et l'Assurance, et 9% pour la Grandes Clientèles. Enfin, la contribution de l'Italie représente 15% du résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A sur l'année 2023.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie¹⁰⁹

Au **quatrième trimestre 2023**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 260 millions d'euros, en progression de +22,5% (+32,2% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2022. La hausse des revenus est marquée en Pologne (+31% et +23% à change constant) et en Egypte (+17% et 58,8% à change constant) portée par une marge nette d'intérêts en hausse. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 128 millions d'euros, en hausse de +17% par rapport au quatrième trimestre 2022 (+18,2% à change constant). Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 132 millions d'euros, en hausse de +28,5% (+49% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2022. Le **coût du risque** atteint -6 millions d'euros, en forte baisse de -89,3%. Par ailleurs, à fin décembre 2023, le taux de couverture des encours de crédit reste élevé en Pologne et en Egypte à 126% et à 116% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture locale reste prudent. Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 38 millions d'euros, comparé à un résultat net part du Groupe de -1 million d'euros au quatrième trimestre 2022. Pour rappel, en 2022, une provision de -14 millions avait été comptabilisée sur Crédit du Maroc¹¹⁰ et avait été reclassée en élément spécifique. Hors cet effet, le résultat net part du Groupe quasi triple sur la période.

Sur **2023**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 931 millions d'euros, en hausse de +23,1% (+43,2% à change constant) par rapport à 2022, tirée par la hausse de la marge net d'intérêt en Pologne et en Egypte et la baisse du coût du risque. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse modérée de 4,4% sur l'année (+12,7% à change constant) dans un contexte inflationniste et s'élèvent à -456 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 475 millions d'euros, en hausse de

¹⁰⁷ Coût du risque sur encours (en pb trimestre annualisé) 64 pb

¹⁰⁸ Au 31 décembre 2023, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CACF (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS

¹⁰⁹ L'entité Crédit du Maroc est classée en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et la cession du contrôle (63,7%) a eu lieu au quatrième trimestre 2022. Les 15% restant sont à céder sous 18 mois

¹¹⁰ Le contrôle de Crédit du Maroc a été cédé au quatrième trimestre 2022, après passage en IFRS 5 au premier trimestre 2022 (cession de 63,7%, la participation résiduelle de 15% étant comptabilisée en IFRS5)

+48,8% (+93,6% à change constant) par rapport à 2022. Le **coût du risque** s'établit à -134 millions d'euros, en baisse de -65,4% par rapport à 2022 qui était impacté par le provisionnement de -195 millions d'euros au titre de l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du premier trimestre 2022. Le **résultat sur les activités arrêtées** s'élève à -3 millions d'euros à fin 2023. Pour rappel, en 2022, une provision de -14 millions avait été comptabilisée sur Crédit du Maroc¹¹⁰ et avait été reclassée en élément spécifique. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 163 millions d'euros en 2023 (-160 millions d'euros en 2022, impacté alors par le provisionnement de l'Ukraine principalement), soit un plus haut niveau historique.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de la Banque de proximité à l'international hors Italie s'établit à 24,6% au 31 décembre 2023.

Résultat Activités hors métiers

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole a été comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers, contribuant à réduire davantage le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. L'impact trimestriel des marges internes est de -215 millions d'euros en revenus et de + 215 millions d'euros en charges ; l'impact sur l'année 2023 est de -822 millions d'euros en revenus et de + 822 millions d'euros en charges.

Le résultat net part du Groupe des activités hors métiers s'établit à -218 millions au **quatrième trimestre 2023**, en dégradation de -117 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2022. La contribution du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-219 millions d'euros) des autres éléments (1 million d'euros).

La contribution de la **composante « structurelle »**, en dégradation de -50 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2022, se décompose en trois types d'activités :

- Les **activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A.** entité sociale. Cette contribution atteint -238 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, en dégradation de -57 millions d'euros, intégrant notamment un impact défavorable de -72 millions d'euros sur l'impôt, lié à un effet de base au quatrième trimestre 2022.
- Les **métiers non rattachés aux pôles métiers**, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier, BforBank et depuis le quatrième trimestre 2023 Crédit Agricole Transition et Energies, intégrés en mise en équivalence. Leur contribution s'élève à +18 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, en hausse de +6 millions d'euros.
- Les **activités support du Groupe**. Leur contribution s'élève à +1 million d'euros ce trimestre (stable rapport au quatrième trimestre 2022).

La contribution des « **autres éléments** » est en baisse de -67 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2022, intégrant un impact défavorable de -51 millions d'euros sur l'impôt, lié notamment à un effet de base au quatrième trimestre 2022.

Sur **l'année 2023**, le résultat net part du Groupe du pôle AHM s'élève à -593 millions d'euros, en hausse de +15 millions d'euros, par rapport à l'année 2022. La composante structurelle contribue à hauteur de -699 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +106 millions d'euros sur l'année 2023.

La contribution de la composante « structurelle » est en amélioration de +186 millions d'euros par rapport à l'année 2022 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -919 millions d'euros, en amélioration de +34 millions d'euros par rapport l'année 2022 ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier, BforBank et depuis le quatrième trimestre 2023 Crédit Agricole Transition et Energies : leur contribution, à +207 millions d'euros, est en hausse de +156 millions d'euros par rapport l'année 2022.
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +13 millions d'euros, en baisse de -4 millions d'euros comparé avec la contribution sur l'année 2022.

La contribution des « autres éléments » s'établit à 106 millions d'euros, en baisse de -171 millions d'euros par rapport à l'année 2022.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève sur l'année 2023 à -810 millions d'euros, en ligne avec la cible de PMT de -800 millions d'euros.

Au 31 décembre 2023, les emplois pondérés sont de 28,9 milliards d'euros.

* *
*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 31 décembre 2023, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du groupe Crédit Agricole s'établit à 17,5%, stable par rapport à fin septembre 2023. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,2 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP.¹¹¹ fixée à 9,3% et affiche l'écart au SREP le plus important parmi les GSIB européennes.¹¹² Le ratio CET1 non phasé atteint 17,4%.

Au cours du quatrième trimestre 2023 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +18 points de base lié au **résultat conservé**, qui est supérieur à la croissance organique des métiers,
- L'évolution des emplois pondérés liée à **la croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 du Groupe à hauteur de -9 points de base, correspondant à la hausse des emplois pondérés des métiers y compris change (dont +0,7 milliard d'euros pour les Caisses régionales).

Sur l'année 2023 le **CET 1** phasé est stable avec un **résultat conservé** générant +100 points de base face à une **croissance organique des métiers** de -72 points de base, un impact des acquisitions et partenariats du groupe de -9 points de base, et un effet méthodologies et autres de +1 points de base. Les opérations de fonds propres du groupe impactent cette année également pour -23 points de base le ratio CET 1 du Groupe avec l'anticipation depuis le troisième trimestre 2023 de l'impact de l'achat d'actions Crédit Agricole S.A. par la SAS Rue la Boétie (-17 points de base).

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,5% et le **ratio global** phasé est à 21,1% à fin décembre 2023.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,5%, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,5%. A l'exigence minimale de 3% s'ajoute, depuis le 01/01/2023 et uniquement pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin G-SII de l'entité soit s'élevant à 0,5% pour le Groupe Crédit Agricole.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élèvent à 609,9 milliards euros, en hausse de +4,4 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2023. **La croissance organique des métiers** (y compris change) contribue à cette évolution pour +5,4 milliards d'euros dont +0,7 milliard d'euros d'emplois pondérés sur les Caisses régionales et les **effets méthodologiques et réglementaires** ont un effet favorable ce trimestre de -1,0 milliard d'euros lié à des revues de modèles et de données dans les pôles SFS et Grandes clientèles.

Seuils de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD et L-MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2023, dispose d'une marge de sécurité de **742 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 45 milliards d'euros de capital CET1**.

¹¹¹ Au 31 décembre 2023, coussin contracyclique quasi stable (42 bps au 31/12/2023 vs. coussin de 43 bps au 30/09/2023)

¹¹² Sur la base des données publiques des 11 G-SIB européennes, soit au 31/12/2023, pour GCA, BNPP, BPCE, Deutsche Bank, ING, Santander, UBS et au 30/09/2023 pour Barclays, HSBC, Société Générale et Standard Chartered. Données CASA au 31/12/2023. Ecart au SREP ou exigence en CET1 équivalente.

Crédit Agricole S.A., au 31 décembre 2023, dispose d'une marge de sécurité de **323 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 13 milliards d'euros de capital CET1**.

Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

Au 31 décembre 2023, **le Groupe Crédit Agricole** dispose d'une marge de sécurité de **196 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 40 milliards d'euros de capital Tier 1**.

TLAC

Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,42% pour le Groupe CA au 31/12/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,9% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 31 décembre 2023, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26,9% des RWA et 8,0% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**¹¹³, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques s'inscrit en baisse de 20 points de base sur le trimestre, en lien avec la hausse des RWA sur la période. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est en baisse de 20 points de base par rapport à septembre 2023.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 500 points de base, soit 30 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,9% des RWA.

Sur l'ensemble de l'année 2023, 6,5 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2) en plus des 1,25 milliard d'euros AT1. A fin décembre, le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 28,9 milliards d'euros.

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1er janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,42% pour le Groupe CA au 31/12/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 25,0% ;
- 6,02% de la LRE.

Au 31 décembre 2023, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL à 32,1% des RWA et 9,5% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de

¹¹³ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2023.

dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Au 31 décembre 2023, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M-MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2023, dispose ainsi d'une marge de sécurité de **500 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 31/12/2023, soit 30 milliards d'euros de capital CET1.**

A partir du 1er janvier 2024, le Groupe Crédit Agricole devra respecter les exigences de MREL suivantes :

- MREL total : 21,71% des RWA (niveau auquel s'ajoutera l'exigence globale de coussins de fonds propres) et 6,13% de l'exposition en levier.
- MREL subordonné : 17,14% des RWA (niveau auquel s'ajoutera l'exigence globale de coussins de fonds propres) et 6,13% de l'exposition en levier.

Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2023, le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,8%** en vision phasée, stable par rapport au 30 septembre 2023. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin confortable de 3,6 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence **SREP** fixée à 8,2%. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,7%.

Au cours du quatrième trimestre 2023 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +10 points de base lié au **résultat conservé**. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 pour +32 points de base et à la proposition de dividende de 1,05 euro sur l'année (dont 29 centimes sur le trimestre) qui a un impact de -22 points de base dont -6 points de base lié à l'impact du dividende au-delà de 50%, le taux de distribution sur le résultat attribuable publiable de l'année 2023 ressortant à 54%.
- L'évolution des emplois pondérés liée à la **croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 à hauteur de -8 points de base, intégrant une hausse des emplois pondérés des métiers à hauteur +2,9 milliards d'euros concentrée sur le pôle Services financiers spécialisés à hauteur de +1,5 milliard d'euros lié à l'activité de CA Auto Bank et à un effet saisonnier sur CAL&F, sur la Banque de proximité en France pour +0,8 milliard d'euros et sur les Activités hors métiers pour +2,9 milliards d'euros qui sont impactés ce trimestre par une position de change temporaire en vue d'un call AT1 en USD en janvier 2024. Cette croissance des emplois pondérés est partiellement compensée par le pôle Grandes clientèles pour -3,6 milliards d'euros bénéficiant d'un effet change favorable et d'une baisse des emplois pondérés de la Banque de marché.
- Les **effets méthodologies et réglementaires** impactent favorablement le ratio CET1 à hauteur de +2 points de base les **OCI et Autres** à hauteur de -4 points de base, dont -9 points de base au titre du programme de rachat d'actions Crédit Agricole S.A. lancé au quatrième trimestre compensant l'augmentation de capital réservée aux salariés du troisième trimestre 2023.

Sur l'année 2023, le **CET 1** phasé est en croissance de +53 points de base avec un résultat conservé générant +66 points de base face à une croissance organique des métiers de -48 points de base, un impact des acquisitions et partenariats du groupe de -10 points de base, et un effet méthodologies et autres de +45 points de base notamment lié à l'impact positif d'IFRS 17 au premier trimestre pour +31 points de base et à l'arrêt de la déduction des goodwill assurances au troisième trimestre 2023 pour +15 points de base

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 3,8% à fin décembre 2023, en baisse de -20 points de base par rapport au 30 septembre 2023 et au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,2% et le ratio global phasé est à 17,2% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 387,5 milliards euros à fin décembre 2023, en hausse de +3,6 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2023. **La contribution des métiers** (y compris effet change) s'élève à +4,7 milliards d'euros, intégrant une hausse des emplois pondérés du pôle Banque de proximité à hauteur +1,6 milliard d'euros, du pôle Services financiers spécialisés à hauteur de +1,5 milliard d'euros et du pôle activité hors métiers à hauteur de +2,9 milliards d'euros, partiellement compensé par un effet favorable sur le pôle Grande clientèle à hauteur de -3,6 milliards d'euros. La VME assurance contribue également à la hausse des emplois pondérés à hauteur de +1,8 milliard d'euros (y compris effets liés aux OCI). Les effets méthodologies et autres ont un effet favorable de -1,0 milliard d'euros principalement lié à des revues de modèles et de données dans les pôles SFS et Grandes clientèles.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 56 milliards d'euros à fin décembre 2023. De même, 129 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 177 milliards d'euros à fin décembre 2023, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (97 milliards d'euros à fin décembre 2023) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions Senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 698 milliards d'euros au 31 décembre 2023, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 190 milliards d'euros**, en hausse de 12 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2023 après remboursement de l'échéance de TLTRO du mois de décembre (11 Mds€).

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 26,8 milliards d'euros¹¹⁴ au 31 décembre 2023, en baisse de 11 milliards d'euros¹¹⁵ remboursé sur le trimestre. A noter, concernant la position en ressources stables, que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables

¹¹⁴ Y compris CA Auto Bank

¹¹⁵ Y compris CA Auto Bank

apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 31 décembre 2023 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 263 milliards d'euros au 31 décembre 2023, en hausse de 1 milliard d'euro par rapport à fin septembre 2023. Les émissions de dettes senior préférées et senior non préférées compensent le remboursement de ressources T-LTRO 3 en décembre 2023.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 98 milliards d'euros, les dettes seniors préférées à hauteur de 111 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 32 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 22 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 445 milliards d'euros au 31 décembre 2023, en hausse de 26 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2023.

Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Cette hausse des réserves de liquidité s'explique principalement par la hausse du programme CA FH SFH auto-souscrit et la forte hausse de la collecte clientèle redéposée en Banques Centrales.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 136 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 31 décembre 2023, les ratios LCR moyens sur 12 mois s'élèvent respectivement à 144,3% pour le Groupe Crédit Agricole et 142,7% pour Crédit Agricole S.A. Les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 140,8% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 88,4 milliards d'euros) et 142,3% pour Crédit Agricole S.A. (soit un excédent de 81,1 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

En 2023, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 58,4 milliards d'euros^{116, 117} de dette à moyen long terme, dont 45% émis par Crédit Agricole S.A. On note notamment les montants suivants pour le Groupe :

- Crédit Agricole CIB a émis 15 milliards d'euros en format structuré ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a émis 7,0 milliards d'euros sous forme de titrisations ABS et 2,5 milliards d'euros équivalent en émission EMTN de la part de l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) ;
- Crédit Agricole Leasing et Factoring a émis 350 millions d'euros sous la forme de titrisations ABS ;
- CA Italia a émis en format senior collatéralisé en juin pour 1 milliard d'euros à 6 ans ;
- Crédit Agricole next bank (suisse) a émis 350 millions de francs suisses en format senior collatéralisé en 2023 ;
- Crédit Agricole Assurances a émis un Tier 2 à 10 ans pour 500 millions d'euros et a réalisé une offre de rachat sur deux souches subordonnées perpétuelles (FR0012444750 & FR0012222297) pour 500 millions d'euros en octobre.

¹¹⁶ Montant brut avant rachats et amortissements

¹¹⁷ Hors émission AT1

Le financement à moyen long terme du Groupe peut se décomposer à travers les catégories suivantes :

- 16,2 milliards d'euros de financement sécurisé ;
- 23,2 milliards d'euros de financement non sécurisé vanille ;
- 15 milliards d'euros de financement structuré ;
- 4,1 milliards d'euros de dépôts institutionnels long-terme et CD.

Par ailleurs, 27,8 milliards d'euros ont également été levés hors marché et se répartissent entre :

- 20,3 milliards d'euros au travers des réseaux de banques (banque de proximité du Groupe ou réseaux externes) ;
- 6,1 milliards d'euros auprès des organismes supranationaux et institutions financières ;
- 1,4 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).

En 2023, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 26,2 milliards d'euros^{118, 119} :

La banque a levé l'équivalent de 26,2 milliards d'euros, dont 4,8 milliards d'euros en dette senior non préférée et 1,7 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 12,2 milliards d'euros de dette senior préférée et 7,5 milliards d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 8,5 milliards d'euros¹²⁰ ;
- 5,85 milliards de dollars américains (5,5 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,3 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros équivalent) ;
- 177 milliards de yen japonais¹²¹ (1,2 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,6 milliard de francs suisses (0,6 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,9 milliard de dollars australiens (0,6 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,9 milliard dollars singapouriens (0,6 milliard d'euros équivalent) ;
- 1,0 milliard de Hong-Kong dollars (0,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 2,0 milliards de Yuan chinois (0,3 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 54% de son refinancement en devises hors euros depuis le début de l'année.^{122, 123}

De plus, Crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.

Le plan de financement MLT de marché 2024 est fixé à 26 milliards d'euros, dont 17 milliards d'euros de dette senior préférées ou senior collatéralisées et 9 milliards d'euros de dette senior non préférée ou Tier 2. Ce plan de refinancement a été réalisé à 35% au 31 janvier 2024.

Crédit Agricole S.A. a émis le 2 janvier 2024 un AT1 Perpétuel NC6,2 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 6,5%.

Enfin, Crédit Agricole a réalisé la mise à jour de son Green bond Framework en novembre 2023 et a réalisé deux émissions marché en format green depuis (en format Senior non préféré et senior collatéralisé), pour un total de 2,5 milliards d'euros.

¹¹⁸ Montant brut avant rachats et amortissements

¹¹⁹ Hors émission AT1

¹²⁰ Hors émissions senior collatéralisées

¹²¹ Hors émissions senior collatéralisées

¹²² Hors émissions senior collatéralisées

¹²³ Hors émission AT1

Environnement économique et financier

Rétrospective 2023

En 2023, les économies avancées ont fait preuve d'une résistance inattendue grâce à des amortisseurs de nature diverse et diversement sollicités : épargne accumulée durant la pandémie de Covid, bilans privés sains, marché du travail tendu, investissements encouragés par les stratégies publiques, moindre sensibilité au choc de taux d'intérêt. Elles ont mieux résisté qu'anticipé à une inflation encore élevée, aux resserrements monétaires violents ainsi qu'à une reprise chinoise décevante. Elles ont, en outre, continué d'évoluer dans un contexte international empreint d'incertitudes majeures de nature notamment géopolitiques, comme la poursuite de la guerre en Ukraine et l'émergence du conflit israélo-palestinien en octobre.

Aux **États-Unis**, outre les soutiens, plus substantiels qu'attendu, fournis par une épargne abondante et le stimulus lié à la politique industrielle du président Biden, la sensibilité moindre à la remontée des taux d'intérêt a constitué le principal facteur de résilience. Alors que la croissance poursuivait son ralentissement au cours du premier semestre (avec des variations trimestrielles annualisées en repli vers 2,1%), la seconde partie de l'année a confirmé une robustesse inespérée au regard du durcissement monétaire. Grâce au rebond des deuxième et troisième trimestres (4,9% puis 3,3% en rythme trimestriel annualisé), la croissance moyenne s'est établie à 2,5% en 2023 (après 1,9% en 2022). Ce bon résultat s'explique par la résistance de la consommation de services et de biens (qui apportent, respectivement, environ un point et ½ point de croissance) que justifient la hausse soutenue du revenu disponible réel (4,2% en moyenne) et la légère baisse du taux d'épargne (à 4% au dernier trimestre). La croissance a également été soutenue par les dépenses publiques et la demande externe nette (avec des contributions respectives de près de 0,7 et 0,6 point de croissance) alors que l'investissement privé et les stocks ont pesé sur la croissance (à laquelle ils soustraient respectivement 0,2 et 0,3 point). Grâce à la baisse des prix de l'énergie et à l'assagissement des prix alimentaires, le recul de l'inflation totale s'est poursuivi (3,4% sur 12 mois en décembre 2023 ; 6,5% un an auparavant) en dépit de la baisse plus limitée de l'inflation sous-jacente (3,9% sur 12 mois en décembre 2023 ; 5,7% un an auparavant). L'évolution de l'indice des "Personal Consumption Expenditure", référence suivie par la Réserve fédérale a confirmé la désinflation, malgré une inflation sous-jacente plus tenace.

Dans la **zone euro**, après avoir été fortement pénalisée en 2022 par la hausse des prix du gaz liée à la guerre en Ukraine, l'inflation a largement profité du repli des prix de l'énergie mais aussi des biens alimentaires. L'inflation totale s'est ainsi significativement repliée (passant de 9,2% en décembre 2022 à 2,9% en décembre 2023) alors que l'inflation sous-jacente (hors énergie et aliments non transformés) restait plus dynamique (en hausse de 3,9% en décembre 2023 contre 6,9% un an auparavant). En décembre, la plus forte contribution au taux d'inflation annuel émanait en effet des services (environ +1,7 point de pourcentage, pp) alors que l'énergie contribuait négativement à l'inflation (environ -0,7 pp). Pénalisée par une inflation forte, la consommation des ménages a tout d'abord pesé sur la croissance avant de se reprendre au cours de la seconde moitié de l'année. Au 3^{ème} trimestre, les contributions négligeables de l'investissement et de la demande externe nette, d'une part, et négative des stocks, d'autre part, ont éclipsé la contribution pourtant positive de la consommation des ménages. Le PIB s'est ainsi replié de 0,1% au cours du trimestre mais est demeuré stable sur un an. Cette stagnation annuelle est le résultat des difficultés de l'Allemagne (-0,4% sur un an) qui contrastent avec la progression modérée de l'Italie (0,1%), plus nette de la France (0,6%) et surtout de l'Espagne (1,8%). Après un 4^{ème} trimestre en stagnation, le taux de croissance moyen de la zone euro se serait établi 0,5% en 2023. Quant à la France, la croissance annuelle s'y serait élevée à 0,9% en 2023.

Dans un contexte d'activité robuste aux Etats-Unis et moins déprimée que redouté en zone euro, de marchés du travail résistants et d'inflations encore loin des cibles de 2%, les grandes **banques centrales** sont restées très vigilantes. Après avoir baissé de façon mécanique grâce aux effets de base favorables des prix de l'énergie et de l'alimentation, la désinflation a ralenti, faisant redouter l'enclenchement de boucles prix-salaire et des effets de second tour plus marqués et durables. La fermeté de la Réserve fédérale et de la BCE dans leur lutte contre l'inflation a donc été confortée. Après avoir relevé la fourchette cible du taux des fed funds de 425 points de base

en 2022 à (4,25% ; 4,50%), la **Réserve fédérale** a maintenu son resserrement monétaire de façon cependant moins agressive (100 points de base portant la borne haute de la fourchette à 5,50% en juillet 2023). Elle a également poursuivi le resserrement quantitatif engagé en juin 2022 (non-réinvestissement des titres détenus et arrivant à maturité). Après avoir augmenté ses taux directeurs de 250 points de base en 2022, la **BCE** a également continué son resserrement monétaire avec des hausses totalisant 200 points de base portant les taux de refinancement et de dépôt à respectivement 4,50% et 4% à partir de septembre 2023. Après l'expansion de son bilan (opérations de refinancement à long terme ciblées, TLTRO, programme d'achat d'actifs, APP, puis programme d'achats d'urgence en cas de pandémie, PEPP), la BCE a poursuivi son resserrement quantitatif (fin des achats nets de titres, remboursements des TLTRO) avec comme prévision, toutes choses égales par ailleurs, de résorber l'excès de liquidité d'ici 2029. La BCE a toutefois décidé de maintenir le réinvestissement des tombées du PEPP au premier semestre 2024, soit un peu plus longuement qu'escompté, avant de les réduire progressivement pour y mettre un terme fin 2024.

Sur les **marchés obligataires**, l'année 2023 peut être très schématiquement divisée en trois parties. Les marchés ont entamé l'année 2023 en tablant sur un scénario exagérément optimiste supposant un rebond vif et pérenne de l'économie chinoise, une normalisation rapide de l'inflation et la fin imminente des resserrements monétaires. Les tensions obligataires (taux de swap à 2 et 10 ans) se sont ainsi globalement apaisées en dépit d'un soubresaut violent en mars lié aux perturbations affectant le système bancaire américain (faillites de trois banques régionales américaines, particulièrement exposées aux nouvelles technologies et à l'immobilier). A la faveur de la résistance de l'inflation, de la remontée du prix du pétrole (décision de l'OPEP de réduire sa production) et de la poursuite des resserrements monétaires, les attentes des marchés ont été déçues et les taux se sont de nouveau inscrits sur une trajectoire haussière jusqu'à ce que les banques centrales optent pour le statu quo monétaire en septembre. L'espoir d'une fin de resserrement enfin atteinte, voire d'une détente rapide, a alors alimenté un mouvement de repli des taux d'intérêt.

Malgré leur baisse en fin d'année, les taux américains (Treasuries) à 2 ans (4,25% fin décembre 2023) et 10 ans (3,90%) se sont significativement tendus en 2023 : à, respectivement, 4,60% et 3,95%, les taux moyens enregistrent des hausses de 160 et 100 points de base, accentuant l'inversion de la courbe sur l'ensemble de l'année. La hausse des taux souverains européens a également été massive. Les taux allemands à 2 ans et 10 ans se sont en moyenne établis à, respectivement, 2,90% et 2,45% (en hausse de 215 et 130 points de base). En fin d'année, le Bund atteignait environ 2% soit un repli de près de 40 points de base sur un an. Au cours de l'année, si le spread offert par la France s'est stabilisé autour de 50 points de base au-dessus du Bund, ceux de l'Italie et de l'Espagne (respectivement 95 et 170 points de base par rapport au Bund) se sont contractés.

Portés par une croissance plus résistante et une inflation en repli, éclipsant un contexte international troublé et un assouplissement monétaire différé, les marchés actions ont affiché des performances brillantes. Pariant sur un atterrissage en douceur, l'appétit pour le risque s'est globalement maintenu en dépit d'un climat géopolitique tendu et incertain : les progressions moyennes des indices l'attestent (S&P 500 +24%, Eurostoxx 50 + 17%, CAC 40 +14%). Enfin, l'euro s'est en moyenne apprécié très légèrement (+3%) contre le dollar qui, lui-même, s'est apprécié contre le yen (+7%) et le yuan (+5%).

Perspectives 2024

Bien que les économies avancées aient fait preuve d'une résistance inattendue en 2023, elles ralentissent à des rythmes variés, sûrement mais doucement. Sans s'effondrer, mais sans que l'inflation non plus ne s'effondre rapidement. L'incertitude reste cependant élevée, en raison notamment des conflits en Ukraine et au Proche-Orient, et des risques baissiers pèsent sur notre scénario de croissance.

Aux **Etats-Unis**, si le resserrement monétaire agressif agit avec un retard relativement important (qui a été sous-estimé), il n'est cependant pas indolore : ses effets se diffusent simplement plus lentement et plus durablement. Affichant une croissance toujours positive mais inférieure à son taux potentiel, l'économie américaine se maintiendrait ainsi à flot jusqu'au milieu de l'année 2024, avant que l'impact des hausses de taux d'intérêt ne

morde plus significativement à la faveur de refinancements de dette. Notre scénario central table sur une récession, à la jonction des années 2024 et 2025, mais seulement légère car la situation financière des entreprises et, surtout, des ménages est saine. Ceux-ci devraient en outre profiter d'un marché du travail « déséquilibré » au profit de l'offre et dont le refroidissement se traduirait par une remontée légère du taux de chômage. Ils bénéficieront du recul de l'inflation qui, même si la hausse du prix des services se révèle tenace, passerait sous la barre des 3% au deuxième trimestre 2024. Notre scénario table sur une inflation totale à 2,4% et une inflation sous-jacente à 2,7% fin 2024, des niveaux proches desquels elles resteraient tout au long de l'année 2025. En termes de croissance moyenne, notre scénario retient un ralentissement sensible en 2024 (à 1,6% après 2,5% en 2023) suivi d'un nouveau fléchissement en 2025 (à seulement 0,5% en 2025) en dépit de l'accélération prévue en fin de période grâce à la baisse des taux d'intérêt.

En **zone euro**, le ralentissement est certes marqué, mais amorti par le processus désinflationniste qui permet de dessiner un scénario d'atterrissage sans fracas sur une tendance de croissance dégradée. Les facteurs négatifs (taux d'intérêt réels plus élevés, choc structurel de compétitivité lié à l'énergie, environnement extérieur très incertain) conduisent, en effet, l'économie de la zone euro sur un rythme de croissance inférieur à un potentiel affaibli par rapport à la période pré-pandémie. Mais certains des facteurs positifs qui ont permis à la croissance européenne de fléchir sans s'effondrer, malgré une inflation en baisse mais encore élevée et une transmission puissante du resserrement monétaire, seront encore à l'œuvre en 2024. Il s'agit, surtout, de l'emploi et des salaires qui résistent au détrimement de la productivité et des coûts salariaux unitaires.

Avec un délai de transmission de douze à dix-huit mois après la dernière remontée des taux de septembre 2023, le déploiement de la transmission monétaire se poursuivra en 2024 comprimant le rythme de progression de l'investissement total : il resterait positif (0,9% en 2024 et 1,8% en 2025), mais très inférieur à la moyenne 2014-2019. La reprise de la demande intérieure sera tirée principalement par le redressement de la consommation privée (1,1% en 2024 et 1,3% en 2025). L'augmentation du taux de chômage, faible et temporaire (6,7% en 2024 et 6,6% en 2025, après 6,6% en 2023), ne ferait pas dérailler ce rebond fondé sur une progression de la masse salariale et de son pouvoir d'achat. Les ménages pourront aussi s'appuyer sur une importante épargne cumulée, qui ne serait plus alimentée par la précaution dès que la dynamique désinflationniste contribuera à améliorer la confiance. L'orientation budgétaire devient en revanche plus restrictive ôtant définitivement l'ensemble des soutiens (Covid et énergie) dès 2024.

La croissance s'établirait donc à 0,7% en 2024 avant de se redresser en 2025 à 1,4%. L'inflation totale moyenne (glissement annuel) atteindrait 2,8% et 2,5% en 2024 et 2025 respectivement. Ce scénario de croissance très « molle » s'appuie sur une reprise de la consommation des ménages elle-même justifiée par des créations d'emplois moins dynamiques mais toujours positives, une progression soutenue des salaires, la poursuite à un rythme ralenti de la désinflation et, in fine, une amélioration de la confiance laissant entrevoir une baisse de l'épargne de précaution. Ce scénario est néanmoins entouré de risques baissiers : la « bascule » vers un scénario de récession ne requiert pas de choc externe, mais une simple déviation des hypothèses favorables sur lesquelles repose notre scénario central (poursuite de la désinflation, assouplissement des conditions de financement, maintien de l'activité et de l'emploi, gains de pouvoir d'achat des salaires).

Quant à la **France**, le scénario retient une « histoire » dont les éléments sont essentiellement ceux du scénario dessiné pour la zone euro : poursuite de la reprise de la consommation en 2024 qui resterait robuste en 2025 (reflux de l'inflation, salaires dynamiques, légère baisse du taux d'épargne), repli modeste de l'investissement des entreprises avant son redressement à l'occasion de la détente des conditions financières (fin 2024 puis 2025, contribution faiblement positive de la demande extérieure nette. Après 0,9% en 2023, la croissance atteindrait donc respectivement 1% et 1,3% en 2024 et 2025.

En **Chine**, un an après l'abandon brutal du zéro-Covid, la croissance demeure « plombée » par des problèmes structurels et les politiques de soutien ne parviennent pas à insuffler la confiance nécessaire à la stabilisation, puis au redémarrage. L'économie chinoise évolue sous son rythme potentiel et demeure marquée par une insuffisance chronique de la demande domestique, qui se reflète dans l'absence d'inflation : déflation et grave crise immobilière, mais aussi population vieillissante, accumulation d'épargne de précaution et dette interne élevée rappellent le Japon de la fin des années 1980 et sa « décennie perdue ». La cible de croissance 2024 devrait être officiellement annoncée en mars lors des sessions parlementaires : elle se situerait entre 4,5% et

5%. Il semble plus probable que le gouvernement privilégie une approche plus prudente et conservatrice avec une cible autour de 4,5%, afin de ne pas prendre le risque politique de « passer à côté ». Notre prévision 2024 se situe dans cette zone, à 4,4%.

En termes de **politique monétaire**, il faudra s'armer de patience. Si les grandes banques centrales sont parvenues au terme de leurs hausses de taux directeurs, elles n'en ont pas pour autant fini avec l'inflation. Au recul mécanique et rapide de l'inflation totale doit succéder celui, plus ardu, de l'inflation sous-jacente qui risque de résister. Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale souhaite voir l'inflation mesurée par l'indice PCE ("Personal Consumption Expenditure") passer durablement sous 3% avant d'assouplir sa politique monétaire. En zone euro, le risque d'une demande qui alimente l'inflation a disparu, mais le canal de transmission de l'inflation par les salaires est encore ouvert et le risque d'effets de second tour ne peut être totalement écarté.

Dans notre scénario, les rythmes d'inflation convergeraient lentement vers les « zones de confort » (qui restent encore floues) des banques centrales dont elles excéderaient néanmoins toujours les cibles de 2%. Ces perspectives d'inflation justifient un scénario de desserrement monétaire prudent : en termes de baisses de taux directeurs, les attentes des marchés semblent « agressives ».

Aux **États-Unis**, notre scénario ne table sur une première baisse de 25 points de base qu'en juillet 2024. Le rythme de baisse serait progressif, avec une deuxième baisse de 25 points de base en novembre seulement, portant la borne haute du taux des Fed funds à 5% fin 2024. Le recul envisagé de la croissance pourrait autoriser la Fed à accélérer ses baisses en 2025 : la borne haute se situerait à 3,50% fin 2025, un seuil sous lequel la Fed pourrait avoir du mal à passer compte tenu de la persistance d'une inflation supérieure à l'objectif et d'un taux d'intérêt neutre susceptible d'être plus élevé qu'auparavant.

Quant à la **BCE**, elle prévoit une décélération des salaires et attendra que celle-ci soit effectivement confirmée. Elle devrait, par ailleurs, continuer de surveiller les profits unitaires afin de s'assurer que les hausses de salaires à venir seront bien absorbées par les marges et non répercutées sur les prix de vente. Sa première baisse de taux (25 points de base) interviendrait donc seulement en septembre 2024. Elle serait suivie de cinq baisses de 25 points de base chacune jusqu'à ce que la BCE atteigne son taux neutre, avec un taux de dépôt à 2,50%, au deuxième trimestre 2025. Fin 2025, cette politique porterait le taux de refinancement et de dépôt à, respectivement, 2,75% et 2,50%, avec un resserrement du corridor des taux.

Tout comme pour la politique monétaire, notre **scénario de taux d'intérêt longs** est d'un « optimisme tempéré ». Inflation, croissance mais aussi nécessité de ne pas détendre trop rapidement les conditions financières : tout invite les banques centrales à la patience et milite en faveur d'un scénario de repli modéré des taux longs, une fois la séquence des baisses de taux directeurs véritablement enclenchée.

Aux États-Unis, notre scénario retient un repli des rendements des obligations souveraines, lorsque la Fed procédera à ses premières baisses, et table sur un taux à dix ans d'environ 4% fin 2024. En zone euro, notre scénario sur les rendements des titres d'États ne « s'éclaircit » qu'au second semestre 2024. La baisse cumulée de 75 points de base en 2024 des taux directeurs de la BCE que notre scénario retient à partir de septembre devrait alors permettre aux marchés obligataires d'entamer une phase de baisse et de pentification modérées. Après s'être tendu au cours du premier semestre 2024, le rendement du Bund se situerait fin 2024 vers 2,60% alors que les taux souverains à 10 ans approcheraient 3,30% en France et 4,60% en Italie.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole – Eléments spécifiques, T4-23, T4-22, 2023 et 2022

€m	T4-23		T4-22		2023		2022	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	6	4	(24)	(18)	(15)	(11)	(19)	(14)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	2	1	(38)	(28)	(24)	(18)	21	16
Provisions Epargne logement (LCL)	6	5	-	-	58	43	34	26
Provisions Epargne logement (AHM)	5	4	-	-	236	175	53	39
Provisions Epargne logement (CR)	74	55	-	-	192	142	412	306
Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI)	-	-	-	-	-	-	0	0
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	300	214	-	-
Provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne (BPI)	-	-	-	-	-	-	(21)	(17)
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	-	-	42	42	-	-
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	-	-	21	21	-	-
Amende Echange Images Chèques (CR)	-	-	-	-	42	42	-	-
Total impact en PNB	93	69	(63)	(46)	851	650	480	355
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	(30)	(18)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	-	-	-	-	(59)	(31)
Coûts de transformation CAGIP (AHM)	-	-	(20)	(15)	-	-	(20)	(15)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	4	3	-	-	(14)	(10)	-	-
Coûts de transformation CAGIP (CR)	-	-	(30)	(22)	-	-	(30)	(22)
Don pour l'illettrisme (CR)	-	-	(35)	(26)	-	-	(35)	(26)
Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI)	-	-	-	-	-	-	(0)	(0)
Total impact en Charges	4	3	(84)	(63)	(14)	(10)	(174)	(111)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(85)	(61)	-	-
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	-	-	(195)	(195)
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(85)	(61)	(195)	(195)
Coûts de transformation CACF/Stellantis (SFS)	-	-	(8)	(16)	-	-	(8)	(16)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(39)	(39)	-	-
Total impact mise en équivalence	-	-	(8)	(16)	(39)	(39)	(8)	(16)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	89	57	-	-
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	-	89	57	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	12	12	-	-	12	12	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	12	12	-	-	12	12	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	3	-	-	-	3	-	-
Gain "affrancamento / realineamento" (BPI)	-	-	146	126	-	-	146	126
Total impact en Impôts	-	3	146	126	-	3	146	126
Plus-value Cession La Médicale (GEA)	-	-	-	-	-	-	101	101
Déclassement d'actifs en cours de cession Crédit du Maroc (BPI)	-	-	(14)	(14)	-	-	(14)	(14)
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	-	-	-	-	(7)	(10)
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	(14)	(14)	-	-	80	77
Impact total des retraitements	109	86	(23)	(13)	814	611	330	236
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	-	-	-	-	42	70
Banque de proximité-France	80	59	(64)	(48)	312	248	382	283
Banque de proximité-International	-	-	132	112	-	-	(121)	(128)
Services financiers spécialisés	16	17	(8)	(16)	263	176	(8)	(16)
Grandes Clientèles	8	6	(63)	(46)	(39)	(29)	2	1
Activités hors métiers	5	4	(20)	(15)	277	216	32	24

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques, T4-23, T4-22, 2023 et 2022

En m€	T4-23		T4-22		2023		2022	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	6	4	(24)	(18)	(15)	(11)	(19)	(14)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	2	1	(38)	(28)	(24)	(18)	21	15
Provisions Epargne logement (LCL)	6	4	-	-	58	41	34	24
Provisions Epargne logement (AHM)	5	4	-	-	236	175	53	39
Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI)	-	-	-	-	-	-	0	0
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	300	214	-	-
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	-	-	42	42	-	-
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	-	-	21	20	-	-
Provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne (BPI)	-	-	-	-	-	-	(21)	(17)
Total impact en PNB	19	14	(63)	(45)	617	464	68	48
Coûts de transformation CAGIP (AHM)	-	-	(20)	(13)	-	-	(20)	(13)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	4	3	-	-	(14)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	(30)	(16)
Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI)	-	-	-	-	-	-	(0)	(0)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	-	-	-	-	(59)	(30)
Total impact en Charges	4	3	(20)	(13)	(14)	(10)	(110)	(60)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	-	-	(195)	(195)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(85)	(61)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(85)	(61)	(195)	(195)
Coûts de transformation CACF/Stellantis (SFS)	-	-	(8)	(16)	-	-	(8)	(16)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(39)	(39)	-	-
Total impact Mise en équivalence	-	-	(8)	(16)	(39)	(39)	(8)	(16)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	89	57	-	-
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	-	-	89	57	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	12	12	-	-	12	12	-	-
Total impact variation des écarts d'acquisition	12	12	-	-	12	12	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	3	-	-	-	3	-	-
Gain "affranchimento / realineamento" (BPI)	-	-	146	114	-	-	146	114
Total impact en Impôts	-	3	146	114	-	3	146	114
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	-	-	-	-	(7)	(10)
Plus-value Cession La Médicale (GEA)	-	-	-	-	-	-	101	101
Déclassement d'actifs en cours de cession Crédit du Maroc (BPI)	-	-	(14)	(14)	-	-	(14)	(14)
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	(14)	(14)	-	-	80	77
Impact total des retraitements	35	31	41	25	580	425	(18)	(32)
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	-	-	-	-	-	-	42	71
<i>Banque de proximité-France</i>	6	4	-	-	79	61	34	24
<i>Banque de proximité-International</i>	-	-	132	100	-	-	(121)	(138)
<i>Services financiers spécialisés</i>	16	17	(8)	(16)	263	176	(8)	(16)
<i>Grandes Clientèles</i>	8	6	(63)	(45)	(39)	(28)	2	1
<i>Activités hors métiers</i>	5	4	(20)	(13)	277	216	32	26

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T4-23 et T4-22								
En m€	T4-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 227	959	1 000	1 550	880	1 936	(782)	8 769
Charges d'exploitation hors FRU	(2 485)	(654)	(646)	(726)	(449)	(1 209)	488	(5 682)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	742	305	353	824	431	727	(294)	3 088
Coût du risque	(321)	(96)	(98)	(4)	(184)	(39)	(20)	(762)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	(0)	-	(0)	29	40	5	-	73
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	0	2	(5)	(11)	(1)	(4)	(19)
Résultat avant impôt	420	209	258	843	288	692	(328)	2 382
Impôts	(85)	(39)	(104)	(172)	(53)	(130)	128	(455)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(10)	-	-	-	-	(10)
Résultat net	336	170	144	671	235	562	(200)	1 918
Intérêts minoritaires	0	0	(24)	(123)	(18)	(25)	(4)	(194)
Résultat net part du Groupe	336	170	120	548	217	537	(204)	1 724
En m€	T4-22 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 396	915	2 021	916	710	1 712	(819)	8 852
Charges d'exploitation hors FRU	(2 530)	(581)	(653)	(610)	(359)	(1 000)	450	(5 283)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	866	334	1 368	306	351	712	(369)	3 568
Coût du risque	(307)	(78)	(11)	(190)	(145)	(15)	(7)	(753)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	24	1	68	4	(0)	97
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	3	(4)	1	(2)	(9)	(1)	(13)
Résultat avant impôt	558	259	1 377	118	271	693	(377)	2 899
Impôts	(120)	(51)	(405)	106	(61)	(156)	250	(436)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	3	(28)	(3)	1	0	(27)
Résultat net	439	208	975	196	207	537	(127)	2 435
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(112)	(28)	(26)	(28)	3	(190)
Résultat net part du Groupe	439	208	863	168	182	510	(123)	2 246

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, 2023 et 2022

En m€	2023 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 259	3 850	4 040	6 693	3 597	7 780	(2 728)	36 492
Charges d'exploitation hors FRU	(9 702)	(2 396)	(2 189)	(2 874)	(1 673)	(4 507)	1 877	(21 464)
FRU	(111)	(44)	(40)	(6)	(29)	(312)	(77)	(620)
Résultat brut d'exploitation	3 446	1 410	1 811	3 813	1 896	2 961	(928)	14 408
Coût du risque	(1 152)	(301)	(463)	(5)	(871)	(120)	(28)	(2 941)
Sociétés mises en équivalence	9	-	1	102	130	21	-	263
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	21	3	(10)	71	2	(5)	88
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	12	-	(9)	2
Résultat avant impôt	2 308	1 130	1 353	3 900	1 237	2 865	(971)	11 821
Impôts	(551)	(256)	(425)	(868)	(306)	(691)	350	(2 748)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(3)	1	(0)	-	-	(3)
Résultat net	1 756	874	924	3 033	931	2 174	(621)	9 071
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(145)	(466)	(79)	(118)	(4)	(813)
Résultat net part du Groupe	1 756	874	780	2 566	851	2 056	(625)	8 258
En m€	2022 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	14 156	3 851	6 290	3 373	2 782	7 012	(2 660)	34 804
Charges d'exploitation hors FRU	(9 441)	(2 321)	(2 791)	(2 131)	(1 443)	(3 905)	1 727	(20 304)
FRU	(156)	(69)	(7)	(38)	(34)	(442)	(56)	(803)
Résultat brut d'exploitation	4 560	1 462	3 492	1 204	1 304	2 665	(989)	13 698
Coût du risque	(1 137)	(237)	(17)	(701)	(533)	(251)	(17)	(2 892)
Sociétés mises en équivalence	5	-	88	2	308	15	-	419
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	8	(3)	7	2	(8)	(2)	28
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	3 452	1 232	3 560	513	1 081	2 421	(1 008)	11 253
Impôts	(845)	(300)	(948)	(67)	(222)	(592)	328	(2 647)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	127	(7)	0	-	0	121
Résultat net	2 607	932	2 739	439	860	1 830	(680)	8 727
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(422)	(113)	(109)	(91)	6	(729)
Résultat net part du Groupe	2 606	932	2 318	327	751	1 739	(674)	7 997

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-23 et T4-22

En m€	T4-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 555	1 935	880	959	974	(262)	6 040
Charges d'exploitation hors FRU	(726)	(1 209)	(449)	(654)	(627)	(44)	(3 710)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	828	726	431	305	347	(306)	2 330
Coût du risque	(4)	(39)	(184)	(96)	(102)	(14)	(440)
Sociétés mises en équivalence	29	5	40	-	(0)	(12)	61
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	(1)	(11)	0	2	(3)	(17)
Résultat avant impôt	848	691	288	209	246	(345)	1 937
Impôts	(173)	(129)	(53)	(39)	(103)	128	(369)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Résultat net	675	562	235	170	134	(217)	1 558
Intérêts minoritaires	(130)	(37)	(18)	(8)	(31)	(1)	(224)
Résultat net part du Groupe	546	525	217	162	103	(218)	1 334
En m€	T4-22 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	2 016	1 712	710	915	896	(283)	5 967
Charges d'exploitation hors FRU	(653)	(1 000)	(359)	(581)	(593)	(45)	(3 231)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 363	712	351	334	303	(327)	2 735
Coût du risque	(11)	(15)	(145)	(78)	(189)	(4)	(443)
Sociétés mises en équivalence	24	4	68	-	1	(16)	80
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	(9)	(2)	3	1	0	(10)
Résultat avant impôt	1 371	693	271	259	115	(347)	2 362
Impôts	(403)	(156)	(61)	(51)	106	241	(323)
Rés. net des activités abandonnées	3	1	(3)	-	(28)	0	(27)
Résultat net	971	537	207	208	194	(106)	2 012
Intérêts minoritaires	(117)	(38)	(26)	(9)	(44)	5	(228)
Résultat net part du Groupe	855	499	182	199	150	(100)	1 784

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 2023 et 2022

	2023 (publié)						
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	6 688	7 779	3 597	3 850	3 949	(683)	25 180
Charges d'exploitation hors FRU	(2 874)	(4 507)	(1 673)	(2 396)	(2 118)	(64)	(13 632)
FRU	(6)	(312)	(29)	(44)	(40)	(77)	(509)
Résultat brut d'exploitation	3 808	2 960	1 896	1 410	1 791	(825)	11 039
Coût du risque	(5)	(120)	(870)	(301)	(464)	(17)	(1 777)
Sociétés mises en équivalence	102	21	130	-	1	(58)	197
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(10)	2	71	21	3	(3)	85
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	12	-	-	(9)	2
Résultat avant impôt	3 894	2 864	1 237	1 130	1 332	(911)	9 546
Impôts	(872)	(690)	(306)	(256)	(422)	346	(2 201)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	(0)	-	(3)	-	(3)
Résultat net	3 024	2 174	931	874	906	(565)	7 343
Intérêts minoritaires	(483)	(162)	(79)	(39)	(204)	(28)	(995)
Résultat net part du Groupe	2 541	2 011	852	835	703	(593)	6 348
	2022 (publié)						
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	6 261	7 013	2 782	3 851	3 299	(715)	22 491
Charges d'exploitation hors FRU	(2 791)	(3 905)	(1 443)	(2 321)	(2 067)	(87)	(12 614)
FRU	(7)	(442)	(34)	(69)	(38)	(56)	(647)
Résultat brut d'exploitation	3 463	2 666	1 304	1 462	1 194	(859)	9 231
Coût du risque	(17)	(251)	(533)	(237)	(700)	(9)	(1 746)
Sociétés mises en équivalence	88	15	308	-	2	(43)	371
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	(8)	2	17	7	0	15
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	3 532	2 423	1 081	1 242	504	(910)	7 871
Impôts	(941)	(592)	(222)	(300)	(66)	315	(1 806)
Rés. net des activités abandonnées	127	-	0	-	(7)	0	121
Résultat net	2 718	1 831	860	941	432	(596)	6 186
Intérêts minoritaires	(436)	(120)	(109)	(42)	(159)	(13)	(879)
Résultat net part du Groupe	2 282	1 711	751	899	273	(609)	5 306

Annexe 4 – Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

Crédit Agricole S.A. – données par action

(en m€)		T4-2023 IFRS17	T4-2022 IFRS4	2023 IFRS17	2022 IFRS4
Résultat net part du Groupe - publié		1 334	1 557	6 348	5 437
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(233)	(85)	(463)	(412)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	1 101	1 472	5 885	5 025
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m)	[B]	3 028	3 025	3 029	2 989
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,36 €	0,49 €	1,94 €	1,68 €
RNPG sous-jacent		1 303	1 531	5 923	5 468
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 070	1 446	5 460	5 056
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B]	0,35 €	0,48 €	1,80 €	1,69 €

(en m€)		31/12/23 IFRS17	31/12/22 IFRS4
Capitaux propres - part du Groupe		71 086	64 633
- Emissions AT1		(7 220)	(5 989)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		1 074	3 536
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]	61 760	59 005
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 347)	(18 395)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]	44 413	40 610
Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m)	[F]	3 029,2	3 023,6
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	20,4 €	19,5 €
+ Dividende à verser (€)	[H]	1,05 €	1,05 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]	14,7 €	13,4 €
ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€)	[G]+[H]	15,7 €	14,5 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		2023 IFRS17	2022 IFRS4
Résultat net part du Groupe - publié	[K]	6 348	5 437
Dépréciation d'immobilisation incorporelle	[L]	0	0
RNPG publié	[N] = ([K]-[L]-[M])*4/4+[M]	6 348	5 437
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés	[O]	-463	-412
Résultat publié ajusté	[P] = [N]+[O]	5 885	5 025
AN tangible moyen non réévalué attribuable aux actions ordinaires (3)	[J]	43 281	40 028
ROTE publié ajusté (%)	= [P] / [J]	13,6%	12,6%
Résultat net part du Groupe sous-jacent	[Q]	5 923	5 468
RNPG sous-jacent annualisé	[R] = ([Q]-[M])*4/4+[M]	5 923	5 468
Résultat sous-jacent ajusté	[S] = [R]+[O]	5 460	5 056
ROTE sous-jacent ajusté (%)	= [S] / [J]	12,6%	12,6%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

(1) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2022 et 31/12/2023

(2) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé et de charges IFRIC linéarisées

Indicateurs Alternatifs de Performance¹²⁴

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'auto-détention.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'auto-détention.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'auto-détention. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union

¹²⁴ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole. L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2023 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois close au 31 décembre 2023 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Sauf mention contraire, l'ensemble des chiffres présentés dans cette présentation pour l'année 2022 sont en proforma IFRS 17.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2022 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2022 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2023, Crédit Agricole Auto Bank est le nom de la nouvelle entité issue de la reprise à 100% de FCA Bank par Crédit Agricole Consumer Finance. Crédit Agricole Auto Bank est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2023, Leasys est la nouvelle filiale commune entre CACF et Stellantis, elle est consolidée selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 septembre 2023, Crédit Agricole Consumer Finance a finalisé l'acquisition des activités d'ALD et Lease Plan dans six pays européens. L'acquisition est réalisée par Drivalia, filiale de Crédit Agricole Auto Bank, et Leasys.

Au 30 septembre 2023, l'acquisition de RBC Investor Services' en Europe, hors entités Jersey et UK, est finalisée et l'entité a été renommée CACEIS Investor Services Bank (« ISB »). ISB est intégrée dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. en tant que filiale de CACEIS.

Agenda financier

3 mai 2024	Publication des résultats du premier trimestre 2024
22 mai 2024	Assemblée générale
1 août 2024	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2024
6 novembre 2024	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2024

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bénédicte Gouvert	+ 33 1 49 53 43 64	benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A.

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com

Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr
---------------	--------------------	--

Relations investisseurs actions :

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+ 33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

Relations investisseurs crédit et agences de notation :

Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr
Gwenaëlle Lereste	+ 33 1 57 72 57 84	gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

 Crédit_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole_sa